**Projet GEF (ID 5331)**

**DOSSIER D’APPEL D’OFFRES OUVERT**

**Appel d'offres ouvert N° :001/ECREEE/KYA**

**Pour**

**FOURNITURE ET POSE D’EQUIPEMENTS POUR LA REMISE EN ETAT DE FONCTIONNEMENT DE LA MINICENTRALE DE BAMBADINCA EN GUINEE-BISSAU**

**Financement :** Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) & Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)

Autorité contractante :

**KYA-ENERGY GROUP**

 

**Avis d’Appel d’Offres (AAO)**

**KYA-ENERGY GROUP**

**Avis d’Appel d’Offres ouvert N° :001/ECREEE/KYA**

**Fourniture et pose d’équipements pour la remise en état de fonctionnement de la minicentrale de Bambadinca en Guinée-Bissau**

1. Contexte et objectifs :

Le projet GEF (ID 5331) « promotion des investissements dans les technologies d’énergie renouvelable de petite et moyenne capacités dans le secteur de l’électricité en Guinée-Bissau » est exécuté par l’Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) en partenariat étroit avec le Ministère des Ressources national des ressources et de l'énergie de Guinée-Bissau, le Centre pour les Energies Renouvelables et Efficacité Energétique de la CEDEAO (CEREEC) et l'Organisation des petites îles pour l'énergie durable et la résilience (SIDS DOCK).

L’un des volets de ce projet est relatif aux mini-réseaux photovoltaïques innovateurs de taille moyenne,

hybrides pour l'électrification rurale et les utilisations productives parmi lesquels figurent la minicentrale de Bambadinca (312 kWc) en Guinée-Bissau faisant l’objet de cet Avis d’Appel d’Offres pour sa remise en état.

1. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet pour la remise en état de la minicentrale de Bambadinca (312 kWc) Guinée-Bissau, une convention de maitrise d’ouvrage délégué a été signée entre KYA-Energy Group et le Centre pour les Energies Renouvelables et Efficacité Energétique de la CEDEAO (CEREEC).
2. A cet effet, KYA-Energy Group qui agit au nom et pour le compte du Centre pour les Energies Renouvelables et Efficacité Energétique de la CEDEAO (CEREEC), invite par le présent Appel d’Offres Ouvert, tous les opérateurs intéressés par le présent avis, à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la Fourniture d’équipements et remise en état de la minicentrale de Bambadinca en Guinée-Bissau.
3. La passation du marché sera conduite par Appel d’Offres Ouvert, selon les procédures internes D’ECREEE

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu à l'adresse suivante à compter du 30 Mai, 2022 : <http://www.ecreee.org/fr/procurements>

 5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Société KYA-Energy Group et prendre connaissance des documents d’Appel d’Offres à l’adresse mentionnée ci-après : KYA-Energy Group, 08 BP 81101 AGOENYIVE, LOGOPE Tél.: +228 70 45 34 81 /91 50 21 49, LOME-TOGO, E-mail : info@kya-energy.com, Copie : yves.lawson@kya-energy.com, maxime.sehou@kya-energy.com.

SOMMAIRE

 PARTIE 1 : Procédures d’appel d’offres………………………………………………………….5

 Section I : Instructions aux soumissionnaires (IS) 6

Section II. Données particulières de l’appel d’offres (DPAOO) 24

Section III. Critères d’évaluation et de qualification 28

Section IV. Formulaires de soumission 34

Section V. Pays Eligibles 58

PARTIE 2 : Exigences du maître de l'Ouvrage 59

Section VI. Spécifications techniques 60

PARTIE 3 : Marché et Formulaires 74

Section VII. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) 75

Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) 104

**Section IX. Formulaires du marché**………………………………………….**..**………………………**108**

# **PARTIE 1 : Procédures d’appel d’offres**

|  |
| --- |
| Section I : Instructions aux soumissionnaires (IS) |
|  | Généralités |
| 1. **Objet du Marché**
 | * 1. Le Maître de l’Ouvrage (KYA-Energy Group), tel qu’indiqué dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAOO), émet le présent Dossier d’appel d’offres en vue de la réalisation des travaux spécifiés à la Section VI, Spécifications techniques et plans. Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’Appel d’Offres Ouvert (AOO) figurent dans les DPAOO.
 |
| **2. Origine des fonds** | 2.1 L’Emprunteur ou le Bénéficiaire (Gouvernement de la Guinée Bissau) a sollicité et obtenu un financement de 86,284.60 USD (ci-après dénommé « les fonds » du Centre pour les Energies Renouvelables et Efficacité Energétique de la CEDEAO (CEREEC) en vue de financer le projet décrit dans les DPAOO. L’Emprunteur a l’intention d’utiliser les fonds disponibles pour la réhabilitation de la minicentrale de **Bambadinca.** |
| **3. Candidats éligibles** | * 1. Un Soumissionnaire peut être une personne physique ou morale, une entité publique ou toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement, consortium ou association (GECA). En cas de groupement, consortium ou association :
1. Sauf spécification contraire dans les DPAOO, toutes les parties membres sont conjointement et solidairement responsables.
2. Le GECA désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous les membres durant l‘appel d‘offre, et en cas d‘attribution du Marché à ce GECA, durant l‘exécution du Marché.
	1. Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le soumissionnaire, peuvent avoir la nationalité de tout pays en conformité avec les règles et procédures pour l‘acquisition des biens et travaux et tel que défini à la section V, Pays Eligibles. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s‘il en est ressortissant ou s‘il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au Droit de ce pays. Ce même critère s‘appliquera à la détermination de la nationalité des sous- traitants et fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les services connexes.
	2. Un Soumissionnaire ne peut se trouver en situation de conflit d‘intérêt. Tout soumissionnaire qui se trouve dans une situation de conflit d‘intérêt sera disqualifié. Un soumissionnaire peut être en situation de conflit d‘intérêt vis-à-vis d‘une ou plusieurs autres parties dans cet appel d‘offres :
3. s‘ils ont des partenaires communs en position de les contrôler ou diriger leurs actions ; ou
4. S‘ils reçoivent ou ont reçu des subventions directement ou indirectement de l‘un d‘entre eux ; ou
5. S‘ils ont le même représentant légal pour les besoins du présent appel d‘offre ; ou
6. Ils ont les uns avec les autres, directement ou par le biais de tiers, une relation qui leur permet d‘avoir accès à des informations ou une influence sur l‘offre d‘un autre Soumissionnaire, ou d‘influencer les décisions du Maître de l‘Ouvrage au sujet de ce processus d‘appel d‘offres ; ou
7. S‘il a fourni des services de conseil pour la préparation des documents de la Section VI utilisés dans le cadre du présent appel d‘offres ; ou
8. Si le Soumissionnaire ou un de ses affiliés a été recruté (ou devrait être recruté) par Le Maître de l‘Ouvrage ou l‘Emprunteur afin de superviser l‘exécution du Marché
 |
| **4. Exclusion du processus de passation de marché/ disqualification des soumissionnaires** | * 1. Les soumissionnaires ci-après sont interdits de toute possibilité de passation de marché avec les institutions :
1. Tout soumissionnaire insolvable, sous séquestre, en faillite ou dont les activités commerciales ont été suspendues ;
2. Tout soumissionnaire, que ce soit une personne physique ou morale, reconnu coupable de violation de toute disposition du Code des marchés de la CEDEAO;
3. Toute personne physique ou morale dont les administrateurs ou dirigeants ont été reconnus coupables d’une infraction pénale ou de violation de la législation fiscale du pays d’origine, à moins qu’ils aient été réhabilités ;
4. Tout soumissionnaire exclu de la participation à toute procédure de passation de marché, suite à une décision rendue par le Comité des Sanctions, pour cause de résiliation de son contrat résultant d’une défaillance ou d’une négligence dans l’exécution d’un contrat qui lui avait été attribué antérieurement par les institutions de la Communauté ;
5. Tout soumissionnaire exclu de la participation à toute procédure de passation de marché, suite à une décision rendue par le Comité des Sanctions, ou par toute autre organisation nationale, étrangère ou internationale de même nature, pour cause de fausses déclarations en ce qui concerne ses qualifications pour la conclusion de marchés publics ;
6. Tout soumissionnaire placé sur la liste noire et/ou interdit de participation à des marchés publics par une organisation internationale ou toute autre institution étrangère.
7. Toute entreprise publique ne jouissant pas d’une autonomie financière ou juridique et/ou non assujettie au droit commercial ;
8. Tout soumissionnaire auprès duquel tout membre de l’entité adjudicatrice a des intérêts financiers ou personnels.
	1. Dans le cadre des efforts de renforcement des capacités humaines et financières de la CEDEAO, les entreprises étrangères n’étant pas disposées à conclure des accords de joint-venture avec celles des Etats membres, ne sont pas admises à participer à un processus d’appel d’offres pour lequel le financement est entièrement assuré par les fonds de la Communauté.
	2. Les dispositions ci-dessus s’appliquent également aux personnes physiques ou morales agissant en tant que sous-traitant pour l’entrepreneur principal.
 |
| 1. **Disqualification des soumissionnaires**
 | * 1. L’entité adjudicatrice est tenue de rejeter toute offre, proposition ou cotation, s’il s’avère que le soumissionnaire s’est livré, directement ou indirectement, à des pratiques frauduleuses, au sens de l’article 117 du code des marchés ECOWAS ‘Fraude et Corruption’.
	2. Les motifs de rejet sont consignés dans le dossier de la procédure et le soumissionnaire en est dûment informé. Ce dernier peut faire appel de cette décision dans le cadre des dispositions de l’Article 89 du présent Code.
 |
| 1. **Biens et services Connexes éligibles**
 | * 1. Toutes les fournitures de biens et tous les services connexes faisant l’objet du présent marché et financés par la CEDEAO devront avoir pour pays d’origine un pays éligibles définis dans les Règles et Procédures pour l’Acquisition de Biens et Travaux de la CEDEAO et définis à la Section V, Pays Eligibles.
 |
|  | * 1. Aux fins de la présente clause, le terme « Biens » désigne tout objet de toute nature ou caractéristique, incluant notamment, mais de manière non limitative
* Les matières premières, produits, équipements et produits de base,
* D’autres objets physiques de toute nature et caractéristique, sous forme solide, liquide ou gazeuse,
* L’électricité,
* L’installation, le transport, l’entretien ou les obligations similaires liées à la fourniture de biens si leur valeur ne dépasse pas celle des biens eux-mêmes ;
 |
|  | * 1. Le terme « pays d’origine » désigne le pays où les biens sont extraits, poussent, sont cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants importants et intégrés aboutit à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants importés.
 |
|  | * 1. La nationalité de l’entreprise qui produit, assemble, distribue ou vend les fournitures ne détermine pas leur origine.
 |
|  | Contenu du Dossier d’appel d’offres |
| **7. Sections du Dossier d’Appel d’Offres** | * 1. Le Dossier d’appel d’offres comprend les Parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l’article 8 des IS.
 |
|  | PARTIE 1 : Procédures d’appel d’offres Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS) Section II. Données particulières de l’appel d’offres (DPAOO) Section III. Critères d’évaluation et de qualification Section IV. Formulaires de soumission Section V. Pays EligiblesPARTIE 2 : Spécification des travaux Section VI. Spécifications techniques et plansPARTIE 3 : Marché et Formulaires Section VII. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) |
| **\*** | 7.2- Le Soumissionnaire doit obtenir le Dossier d’appel d’offres de la source indiquée par Le Maître de l’Ouvrage dans l’avis d’appel d’offres ; sinon, Le Maître de l’Ouvrage ne sera pas responsable de l’intégrité du Dossier d’appel d’offres. 7.3- Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d’appel d’offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d’appel d’offres. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.  |
| **8. Éclaircisse­ments apportés au Dossier d’Appel d’Offres, visite du site et réunion préparatoire** | * 1. Tout soumissionnaire potentiel souhaitant obtenir des éclaircissements sur les documents doit contacter KYA-Energy Group qui répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au plus tard une semaine avant la date de soumission de l'offre. KYA-Energy Group enverra une copie de sa réponse (en indiquant la question posée mais sans mentionner l'auteur) à tous les candidats potentiels ayant obtenu le Dossier d'Appel d'Offres conformément à IS 7.2
 |
|  | * 1. Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d’inspecter le site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements supplémentaires qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l’offre et la signature d’un marché pour l’exécution de l’installation. Les coûts liés à la visite du site sont à la seule charge du Soumissionnaire.
	2. Il est demandé au Soumissionnaire, de soumettre toute question par écrit, de façon qu’elle parvienne au Maître de l’Ouvrage au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de dépôt des offres.
 |
| **9 Modifications apportées au Dossier d’Appel d’Offres** | 9.1 Le Maître de l’Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d’appel d’offres en publiant un additif. 9.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d’appel d’offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’appel d’offres du Maître de l’Ouvrage en conformité avec les dispositions de l’article 7.2 des IS.  |
|  | C. Préparation des offres |
| **10. Frais de soumission**  | 10.1 Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation de son offre, et Le Maître de l’Ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| **11. Langue et devise**  | 11.1 Tous les documents écrits, publiés et fournis aux soumissionnaires ou produits par eux, du Traité révisé, doivent être rédigés dans au moins une des langues de travail de la CEDEAO.. * 1. Les appels d’offres/appels à manifestation d’intérêt sont publiés :
* Pour les appels d'offres nationaux dans l'une des langues de travail de la Communauté ;
* Pour les appels d'offres nationaux et internationaux, dans les trois langues de travail de la Communauté ;
	1. Les dossiers d’appels d'offres /demandes de propositions sont publié(e)s :
* Pour les appels d'offres nationaux dans l'une (1) des langues de travail de la Communauté ;
* Pour les appels d’offres régionaux et internationaux, dans au moins deux langues de travail de la Communauté ;
	1. Les réponses aux appels d’offres sont rédigées dans l’une des trois langues de la Communauté.
	2. Les contrats à signer sont établis dans la langue de l’offre/de la proposition.
	3. Les dossiers d'appel d’offres doivent préciser que le soumissionnaire/consultant peut indiquer le prix de son offre dans la devise de tout État membre de la Communauté et/ou dans toute devise convertible. Le soumissionnaire/consultant désireux de soumettre une offre/proposition libellée en plusieurs devises, y compris en devises convertibles, peut le faire, étant entendu que le nombre de devises est de trois, au maximum.
	4. Aux fins de l’évaluation, les offres/propositions font l’objet de comparaison sur la base du taux de change officiel de la CEDEAO.
 |
| **12. Documents constitutifs de l’offre** | 12.1 L’offre comprendra les documents suivants :1. La Lettre de soumission
2. Les annexes, y compris les bordereaux des prix, établis en utilisant les formulaires de la Section IV, Formulaires de soumission, dûment remplis
 |
|  | 1. Dans le cas d’une offre présentée par un GECA, l’offre doit inclure soit une copie de l’accord de GECA, ou une lettre d’intention de constituer le GECA accompagnée du projet d’accord, signée par tous les membres, identifiant les parties des équipements devant être respectivement réalisées par chacun des membres ; et
2. tout autre document stipulé dans les DPAOO.
 |
| **13. Formulaire d’Offre, Bordereau des prix et Détail quantitatif et estimatif** | * + 1. 13.1 Le Soumissionnaire soumettra son offre en remplissant le formulaire d’Offre fourni à la Section IV, Formulaires de soumission, sans apporter de modification à sa présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
 |
| **14. Variantes** | * 1. Sauf indication contraire dans les DPAOO, les variantes ne seront pas prises en compte. Lorsque des offres variantes sont permises, la méthode utilisée pour leur évaluation sera indiquée dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification
	2. Lorsque des délais d’exécution variables sont permis, les DPAOO préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l’évaluation de différents délais d’exécution proposés par les Soumissionnaires.
 |
| **15. Monnaies de l’offre et de paiement** | * 1. Les offres seront libellées dans la (ou les) monnaie(s) tel que stipulé aux DPAOO. Les paiements au titre du Marché seront effectués de la même manière.
 |
| **16. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire** | * 1. Pour établir qu’il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché, le Soumissionnaire fournira les pièces justificatives demandées à la Section IV, Formulaires de soumission.
 |
|  | 16.2 Si cela est exigé dans les DPAOO, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Biens qu’il offre, soumettra une Autorisation du Fabriquant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission. |
|  | 16.3 Si cela est exigé dans les DPAOO, au cas où il n’est pas établi dans le pays du Maître de l’Ouvrage, le Soumissionnaire soumettra des documents montrant qu’il y est ou sera représenté par un Agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles de l’Entrepreneur en matière d’entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées. |
| **17. Période de validité des offres** | 17.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les DPAOO après la date limite de remise des offres fixée par Le Maître de l’Ouvrage. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par Le Maître de l’Ouvrage. |
|  | Remise et Ouverture des Offres |
| **18. Remise, cachetage et marquage des offres** | 18.1 Les offres peuvent toujours être soumises par e-mails ou électroniquement. Si les e-mails ne permettent pas de joindre des fichiers à partir d’une certaine taille, il est possible de soumettre l’offre par les plateformes de transfert de fichiers (par exemple : drop box, wetransfert, etc.) La procédure de soumission, de scellement et de marquage des offres est la suivante :(a) Le soumissionnaire soumettant son offre par courrier ou en personne doit placer l'offre originale et chacune de ses copies dans des enveloppes scellées séparées. Si des variantes sont autorisées, les offres de variantes et les exemplaires correspondants seront également placés dans des enveloppes séparées. Les enveloppes doivent porter la mention « ORIGINAL », « VARIANTE », « COPIE DE L'OFFRE » ou « COPIE DE L'OFFRE VARIANTE ». Toutes ces enveloppes doivent être placées dans une seule enveloppe extérieure scellée. Un Soumissionnaire soumettant son offre par voie électronique doit suivre la procédure de soumission spécifiée dans la DP (Section II). |
|  | 18.2 Les enveloppes intérieure et extérieure doivent :1. porter le nom et l’adresse du Soumissionnaire
2. être adressées à KYA-Energy Group à l’adresse suivante :

KYA-Energy Group, 08 BP 81101 AGOENYIVE, LOGOPE, Tél.: +228 70 45 34 81 /91 50 21 49, LOME-TOGO 1. mentionner l’identification de l’appel d’offres porter un avertissement signalant de ne pas ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des offres.
 |
|  | 18.3 Si les enveloppes et colis ne sont pas cachetés et marqués comme stipulé, Le Maître de l’Ouvrage ne sera nullement responsable si l’offre est égarée ou ouverte prématurément. |
| **19. Date et heure limite de remise des offres** | * 1. Les offres doivent être reçues par Le Maître de l’Ouvrage aux l’adresses indiquée dans les DPAOO et au plus tard à la date et à l’heure spécifiées dans lesdites DPAOO.
	2. Le Maître de l’Ouvrage peut, s’il le juge bon, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d’appel d’offres en application de l’article 7 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître de l’Ouvrage et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.
 |
| **20. Offres hors délai** | 20.1- Le Maître de l’Ouvrage n’acceptera aucune offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à l’article 9 des IS. Toute offre reçue par Le Maître de l’Ouvrage après la date et l’heure limites de remise des offres sera déclarée hors délai, écartée sans avoir été ouverte. |
| **21. Retrait, substitution et modification des offres** | 21.1 Les soumissionnaires ne seront pas autorisés à modifier leur offre une fois soumise. L’offre de modification ou de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l'heure de clôture des soumissions. |
|  | 21.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait leur seront renvoyées sans avoir être ouvertes. |
|  | 21.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de remise des offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d’Offre, ou d’expiration de toute période de prorogation de la validité. |
|  | Examen des Offres |
| **22. Confidentialité** | * 1. Aucune information relative à l’évaluation, des offres ne sera divulguée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l’attribution du Marché n’aura pas été notifiée à tous les soumissionnaires.
 |
|  | * 1. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer Le Maître de l’Ouvrage de manière inappropriée lors de l’évaluation des offres ou lors de la décision d’attribution peut entraîner le rejet de son offre.
 |
|  | * 1. Nonobstant les dispositions de l’article 7 des IS, entre le moment où les offres seront ouvertes et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec Le Maître de l’Ouvrage pour tout motif relatif à la procédure d’appel d’offres, il devra le faire par écrit.
 |
| **23. Clarifications concernant les Offres** | 23.1 Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, Le Maître de l’Ouvrage a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des clarifications sur son offre, en lui accordant un délai de réponse raisonnable. Aucune clarification apportée par un soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande du Maître de l’Ouvrage ne sera pris en compte. La demande de clarification du Maître de l’Ouvrage, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement du contenu de l’offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n’est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par Le Maître de l’Ouvrage lors de l’évaluation des offres. |
|  | 23.2 Si le Soumissionnaire ne répond pas à une demande de clarification concernant son offre avant la date limite fixée par Le Maître de l’Ouvrage dans sa demande, son offre pourra être rejetée. |
| **24. Conformité des offres** | * 1. Le Maître de l’Ouvrage établira la conformité de l’offre sur la base de son seul contenu.
 |
|  | * 1. Une offre conforme pour l’essentiel est une offre qui respecte toutes les exigences du Dossier d’Appel d’Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielle.
1. Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d’Appel d’Offres ;
2. Une « réserve » constitue la formulation d’une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation de toutes les exigences du Dossier d’Appel d’Offres ; et
3. Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d’Appel d’Offres.
	1. Une divergence, réserve ou omission substantielle se caractérise de la manière suivante :
4. si elle était acceptée,
5. limiterait de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances exigées comme il est spécifié dans la Section VI; ou
6. limiterait, d’une manière substantielle et non conforme au Dossier d’appel d’offres, les droits du Maître de l’Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
7. si elle était rectifiée, cela serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l’essentiel.
 |
|  | * 1. Le Maître de l’Ouvrage examinera notamment les aspects techniques de l’offre, pour s’assurer que toutes les exigences de la Section VI ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission substantielle.
 |
|  | * 1. Le Maître de l’Ouvrage écartera toute offre qui n’est pas conforme pour l’essentiel au Dossier d’appel d’offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à toute divergence, réserve ou omission substantielle constatée.
 |
|  | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, Le Maître de l’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l’appel d’offres.
 |
|  | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, Le Maître de l’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou les documentations nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l’offre en rapport avec la documentation demandée. Une telle demande ne peut en aucun cas porter sur un élément quelconque du prix de l’offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.
 |
|  | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, Le Maître de l’Ouvrage rectifiera les non-conformités non essentielles qui affectent le prix de l’offre. À cet effet, le prix de l’offre sera ajusté, uniquement aux fins de l’évaluation, pour tenir compte de l’élément ou du composant manquant ou non conforme. L’ajustement sera effectué en utilisant la méthode indiquée à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.
 |
| Evaluation et comparaison des offres |
| **25. Correction des erreurs arithmétiques** | * 1. Le Maître de l’Ouvrage utilisera les critères et méthodes indiqués à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. Aucun autre critère ou méthode d’évaluation ne sera permise.
	2. Si une offre est conforme pour l’essentiel, Le Maître de l’Ouvrage rectifiera toute erreur arithmétique comme indiqué à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.
	3. Si le Soumissionnaire n’accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa Garantie pourra être saisie ou la Déclaration de garantie pourra être mise en œuvre.
 |
| **26.Conversion en une seule monnaie** | * 1. Aux fins d’évaluation et de comparaison, Le Maître de l’Ouvrage convertira les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.
 |
| **27. Ajustement des offres** | * 1. Aux fins d’évaluation et de comparaison, Le Maître de l’Ouvrage ajustera les prix des offres en utilisant les critères et méthodes indiqués à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.
	2. Sauf spécification contraire dans les DPAOO, aucune marge de préférence nationale ou régionale ne sera accordée. Si une marge de préférence est accordée, la méthode d’application sera comme indiqué à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.
	3. Si l’offre évaluée la moins disante est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation du Maître de l’Ouvrage de l’échéancier de paiement des travaux à exécuter, Le Maître de l’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de fournir le sous détail de prix pour tout élément du Détail quantitatif et estimatif, aux fins de prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Après avoir examiné le sous détail de prix, et prenant en compte l’échéancier des paiements contractuels estimés, Le Maître de l’Ouvrage peut demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit porté, aux frais de l’attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour protéger Le Maître de l’Ouvrage contre toute perte financière au cas où l’attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché.
 |
| 1. **Qualification du soumissionnaire**
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage s’assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l’offre évaluée la moins-disante et conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’appel d’offres, possède bien les qualifications requises stipulées à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.
 |
|  | * 1. Cette détermination sera fondée sur l’examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui conformément à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.
 |
|  | * 1. L’attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l’issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l’offre sera rejetée et Le Maître de l’Ouvrage procédera à l’examen de la seconde offre évaluée la moins-disante et techniquement acceptable afin d’établir de la même manière si le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.
 |
|  | * 1. Les capacités techniques des fabricants et sous-traitants proposés dans l’offre, pour être employés par le Soumissionnaire le moins disant pour des composantes identifiées comme majeures seront également évaluées afin de les agréer en conformité avec la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. Leur participation sera confirmée par une lettre d’intention, en tant que de besoin. Si un fabricant ou un sous-traitant n’est pas accepté, l’offre ne sera pas rejetée, mais le Soumissionnaire sera requis de lui substituer un fabricant ou sous-traitant acceptable sans aucun changement du prix de l’offre.
 |
| **29. Comparaison des offres** | 29.1 L'Employeur préparera une évaluation technique de toutes les offres reçues dans le délai de l'appel d'offres, afin de déterminer l'offre la plus basse, techniquement acceptable. |
| **30. Droit du Maître de l’Ouvrage d’accepter ou de rejeter une ou toutes les offres** | 30.1 Le Maître de l’Ouvrage se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute offre, et d’annuler la procédure d’appel d’offres et d’écarter toutes les offres à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires. En cas d’annulation de l’appel d’offres, toutes les offres remises, et notamment les garanties de soumission, seront renvoyées aux soumissionnaires dans les meilleurs délais. |
|  Attribution du Marché |
| **31. Critères d’attribution** | 31.1 Sous réserve des dispositions de l'article 5.3 des IS, le Maître de l'ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire dont l'offre est évaluée comme étant la moins chère, techniquement acceptable, et qui est réputée satisfaire pleinement aux critères techniques du Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire soit également réputé qualifié pour exécuter le marché de manière satisfaisante. |
| **32. Notification de l’attribution du Marché** | * 1. Dans un délai de sept (7) jours calendaires suivant la validation du rapport d’évaluation par l’entité de vérification de la conformité, l’Autorité contractante notifie au soumissionnaire/consultant retenu l’adjudication provisoire du marché.
	2. Après notification de la décision d’adjudication provisoire du marché de biens, travaux et services, il est procédé à la restitution des garanties aux soumissionnaires non retenus. Quant à l’adjudicataire, la garantie de soumission lui est retournée après le dépôt de la garantie de bonne fin, le cas échéant.
 |
| **33. Moratoire** | * 1. L’Autorité contractante signe le contrat avec le(s) soumissionnaire(s)/consultant(s) retenu(s), après un moratoire de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de notification de l’adjudication provisoire.
	2. Le moratoire peut faire l’objet d’une prolongation par l’Autorité contractante, lorsque cela est jugé nécessaire.
 |
| 1. **Conclusion, signature et entrée en vigueur du contrat**
 | * 1. Les contrats sont signés entre l’Autorité contractante et le soumissionnaire/consultant retenu ou avec son représentant dûment autorisé ou, dans le cas de groupements, avec leur mandataire dûment habilité, dans les délais prescrits par l’article 90 du code des marchés de la CEDEAO.
	2. Le responsable des marchés finalise le contenu du contrat suivant les conditions définies dans le dossier d'appel d’offres ou dans la demande de propositions ou de cotations.
	3. Les entreprises publiques sont habilitées à signer les contrats de la CEDEAO, si elles disposent de l’autonomie administrative et juridique et sont assujetties au droit commercial.
	4. Le contrat entre en vigueur à sa signature par les deux parties ou à la date indiquée sur le contrat signé. L’attribution définitive du contrat fait l’objet d’une publication après la signature par les deux parties, précisant le nom et l’adresse de l’adjudicataire, ainsi que le prix du contrat.
	5. Les contrats qui ne sont pas approuvés et signés selon les dispositions du présent chapitre, sont nuls et non avenus.
 |

## Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres

|  |
| --- |
| A. Introduction |
| **IS 1.1** | Numéro de l’avis d’appel d’offres : **N°: 001/ECREEE/KYA** |
| **IS 1.2** | Nom du Maître de l’Ouvrage : **CEREEC (CENTRE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITE ENERGETIQUE DE LA CEDEAO)** |
| **IS 1.3** | Nom de l’AOO :**Fourniture et pose d’équipements pour la remise en état de fonctionnement de la minicentrale de Bambadinca en Guinée-Bissau**Numéro d’identification de l’AOO **N° :001/ECREEE/KYA**Nombre et numéro d’identification des lots faisant l’objet du présent AOO : lot unique |
| **IS 2.1** | Nom de l’Emprunteur : Gouvernement de la Guinée Bissau |
| **IS 2.2** | L’institution financière est : ***CEREEC (avec le soutien financier de l'ONUDI et du FEM)*** |
| **IS 2.3** | Nom du Projet : **Projet GEF (ID 5331) portant sur :** **"Promouvoir les investissements dans les technologies d'énergie renouvelable à petite et moyenne échelle dans le secteur de l'électricité en Guinée-Bissau"** |
| **IS 3** | Les personnes physiques ou les sociétés organisées en GECA ***seront solidairement*** responsables. |
| B. Contenu du Dossier d’appel d’offres |
| **IS 4** | Aux fins **d’éclaircissements** uniquement**,** l’adresse du Maître de l’Ouvrage est :Numéro de téléphone : +228 70 45 34 81/+228 99 99 93 80Adresse électronique : info@kya-energy.com , copie à : yves.lawson@kya-energy.com maxime.sehou@kya-energy.com Les demandes d’éclaircissements doivent être reçues par voie électronique au plus tard ***quinze (15) jours calendaires*** avant la date limite de remise des offres. |
| **C. Préparation des offres** |
| **IS 5.1** | La langue de l’offre est: ***le français, l’anglais ou le portugais*** |
| **IS 5.2** | **Présentation du dossier :** * **Offre technique**
* Organisation de site
* Méthode de réalisation
* Programme/Calendrier de Mobilisation
* Programme/Calendrier de Construction
* Equipements à fournir
* Matériel de l’Entrepreneur
* Personnel de l’Entrepreneur incluant les CVs détaillés.
* Sous-traitants proposés pour les composants importants des équipements et services d’installation
* Garanties opérationnelles des installations proposées
* Autres (délai d’exécution, etc…)
* Références similaires dans le domaine d’installation de minicentrales solaires avec les justificatifs (au moins deux références similaires les plus récentes, de préférences dans les trois dernières années).
* L’offre financière doit être séparée de l’offre technique
* Un prix détaillé et détaillé en $USD, y compris les estimations du coût total pour terminer le travail.
* **Offre Financière (l’offre financière doit être séparée de l’offre technique)**
* La lettre de soumission suivant le modèle joint au DAOO
* La garantie de soumission
* Le devis quantitatif et estimatif des travaux.

**N.B** : Le dépôt n’entraîne aucun engagement du Maître d’Ouvrage vis-à-vis du soumissionnaire.Les soumissionnaires seront informés par courriel si leur offre est retenue ou non. |
| **IS 5.3** |  Le Soumissionnaire devra joindre à son offre nécessairement les documents Administratifs ci-dessous qui détermineront l’acceptation ou le rejet de son offre avant la phase de l’évaluation technique et financière :1. Être dûment immatriculée dans son pays d’origine et en fournir la preuve (Certificat délivré par le Ministère ou tout Institution habilitée)
2. Lettre de Soumission dûment signée par le signataire autorisé de la structure chef de file ;
3. Ne pas être en cessation d’activité (faillite) ou en liquidation, Le Soumissionnaire DOIT présenter une attestation de non-faillite ou une déclaration sur l’honneur de non-faillite ;
4. Fournir une garantie de soumission telle que stipulée dans la Section III. Critères d’évaluation et de qualification ;
5. Présenter l’Attestation de Régularité Fiscale des trois (3) années (2019, 2020 et 2021) ;
6. Présenter un justificatif de paiement des impôts pour les trois (3) années : (2019, 2020 et 2021) ;
7. Présenter les états financiers certifiés par un comptable agrée pour les trois (3) années : (2018, 2019 et 2020).

**NB : La structure doit s’assurer de remplir tous ces critères ; la non-soumission et la non-conformité avec un de ces critères disqualifiera le soumissionnaire.** |
| **IS 5.4** | Les variantes ne sont pas permises. |
| **IS 5.5** | Des variantes portant sur le délai d’exécution***ne sont pas*** permises. |
| **IS 6** | Toutes les offres soumises doivent être en dollars américains |
| **IS 6.1** | **Validité des offres** : La période de validité de l’offre sera de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de dépôt des offres |
| **IS 6.2** | **Garantie** : La période de garantie minimale est d’un (1) an, à compter de la date de réalisation des ouvrages |
| **IS 6.3** | **Délais d’exécution** : Les travaux devront être exécutés dans des délais raisonnables. Les délais de construction proposés par le soumissionnaire doivent être clairement précisé dans la lettre de soumission. |
| **D. Lieu** **et Date limites de réception des dossiers** |
| **IS 7** | Le soumissionnaire soumettra en ligne par mail aux adresses ci-dessousAdresses mails pour la soumission des offres : info@kya-energy.com En mettant en copie yves.lawson@kya-energy.com , maxime.sehou@kya-energy.comDate limite de dépôt de dossiers : 31 mars 2022.Délai d’exécution des travaux : 3 mois  |
| **F. Évaluation et comparaison des offres** |
| **IS 8** | Une marge de préférence nationale ou régionale***n’est pas***accordée. |
| **G. Modalités de payement** |
| **IS 9** | Les paiements s’effectueront par virement bancaire, suivant les modalités ci-dessous :* 30% au démarrage des travaux contre garantie bancaire ;
* 30 % à la réception des équipements ;
* 30% à la réception provisoire des travaux ;
* 10% à la réception définitive des travaux.
 |

**Section III. Critères d’évaluation et de qualification**

|  |
| --- |
| Cette Section contient tous les facteurs que Le Maître de l’Ouvrage utilisera pour évaluer une offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux exigences de qualifications requises. Le Maître de l’Ouvrage n’utilisera pas d’autres critères que ceux indiqués. Le Soumissionnaire doit fournir tous les renseignements demandés en utilisant les formulaires de la Section IV, Formulaires de soumission.  |
| **1** | **Critères d’évaluation et méthodes** |
|  | **Offres variantes**  |
|  | Non applicable |
|  | **Correction des erreurs arithmétiques**  |
|  | 1. S’il y a contradiction entre le total des montants indiqué dans la colonne du sous détail de prix et le montant indiqué pour le Prix total, le premier fera foi et le second sera corrigé en conséquence.
 |
|  | 1. S’il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l’avis du Maître de l’Ouvrage, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
 |
|  | 1. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n’est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé.
 |
|  | 1. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
 |
|  | **Conversion en une seule monnaie**  |
|  | Aux fins d'évaluation, les offres/propositions doivent être soumises en dollars américains. |
|  | **Non-conformités non essentielles quantifiables**  |
|  | L’ajustement sera effectué en appliquant la méthode ci-après : Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître de l’Ouvrage rectifiera les non-conformités non essentielles qui affectent le prix de l’offre. À cet effet, le prix de l’offre sera ajusté, uniquement aux fins de l’évaluation, pour tenir compte de l’élément ou du composant manquant ou non conforme.En cas d’oubli par un Soumissionnaire, du prix unitaire d’un article désigné mais quantifié dans le Bordereau des prix par l’Acheteur et, de ce fait, ne possédant pas un montant (Prix unitaire x Quantité), il sera appliqué à la quantité correspondante figurant dans le Bordereau des prix du DAOO, en vue de l’évaluation de l’offre du soumissionnaire, le prix unitaire correspondant le plus élevé parmi les offres déclarées acceptables techniquement et retenues pour l’évaluation financière.  |
| **1.7** | **Facteurs et méthodes pour l’évaluation et les ajustements des offres**Les facteurs d’évaluation suivants, ainsi que les méthodes d’application décrites ci-après seront utilisés :**(a) Calendrier d’exécution**Sans objet**(b) Coûts de fonctionnement et d’entretien**Sans objet. |
|  | **(c) Garanties opérationnelles des installations**Sans objet

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie**opérationnelle [suivant les Spécifications, par ex. Performance, efficience, consommation, etc.] | **Minimum (ou Maximum, le cas échéant) exigé [suivant les Spécifications]** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| *…* |  |

(**d) Travaux, services devant être fournis par le Maître de l’Ouvrage**Sans objet **(e) Critères additionnels spécifiques**Sans objet.Le Maître d’Ouvrage évaluera et comparera les offres, afin de déterminer la combinaison de marchés attribués de moindre coût pour le Maître d’Ouvrage, en prenant en compte les rabais conditionnels offerts par les soumissionnaires. Si un soumissionnaire a présenté l’offre moins-disante, l’évaluation comprendra l’évaluation de la capacité du soumissionnaire à remplir les obligations de qualification cumulées pour le lot, concernant : (i) la situation financière, et (ii) la capacité de financement.au-delà des critères mentionnés ci-dessus, les critères ci-dessous seront utilisés pour l'évaluation des offres techniques

| **N°** | **Critères d’évaluations**  | **Note** |
| --- | --- | --- |
| 1 | Clarté et précision des offres  | 10 |
| 2 | Conformités aux spécifications de la consultation  | 10 |
| 3 | Taille, réputation du soumissionnaire et chacun de ses partenaires  | 10 |
| 4 | Compétence de l’équipe technique  | 20 |
| 5 | Compétence dans le domaine  | 10 |
| 6 | Pertinence des références des marchés similaires | 10 |
| 7 | Engagement sur la qualité du service, des délais de livraison, | 20 |
| 8 | Garanties offertes et Services Après-Vente (qualité, étendu) | 10 |
|  | **Total** | 100 |

NB : une note inférieure à 70/100 est éliminatoire 1. **Personnel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il dispose le personnel clé, qualifié et expérimenté suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Position** | **Expérience globale (années)** | **Expérience dans des travaux similaires****(années)** |
| 1 | Ingénieur électricien (BAC+5, Master ou équivalent)  | Expérience pratique cumulée d’au moins sept (07) ans dans les minicentrales  | au moins deux (03) expériences dans les travaux de maintenance de minicentrales solaires (de puissances supérieures ou égales à 400 kWc) au cours des trois dernières années.  |
| *2* | Deux (02) Techniciens électriciens de niveau BAC+3 ou équivalent spécialiste des travaux d’électricité  | Expérience pratique cumulée d’au moins trois (03) ans dans les minicentrales solaires | au moins deux (02) expériences dans la maintenance des minicentrales au cours des trois dernières années. |

NB : joindre la copie légalisée des diplômes de chaque personnel clé.Pour mener à bien la prestation, le soumissionnaire pourrait s’adjoindre les compétences nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par les présents TDRs.Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le personnel proposé et son expérience en utilisant les formulaires PER 1 et PER 2 de la Section IV, Formulaires de soumission.1. **Matériel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il dispose du matériel de bonne qualité pour l’exécution des travaux.NB : joindre les cartes grises des matériels roulants, reçus d’achat du matériel ou attestations de location ou de mise à disposition desdits matériels.Le soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT[[1]](#footnote-1) de la section IV, Formulaire de soumission1. **Situation financière et experience**

**4.1. Situation financière**Le soumissionnaire doit soumettre des bilans vérifiés ou, si cela n’est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par Le Maître de l’Ouvrage pour les trois (3) dernières années à savoir, 2018, 2019, 2020, démontrant la solidité actuelle de la position financière du candidat et sa profitabilité à long terme.* + 1. **chiffres d’affaires**

Le candidat doit avoir un chiffre d’affaires moyen (des trois années : 2018, 2019, et 2020) des activités de construction, fourniture et installation au moins égal à 0,5 fois le montant total de l’offre financière. * + 1. **Capacité de financement**

Le Soumissionnaire doit montrer qu’il a accès à des financements tels que des avoirs liquides, avoirs non grevés, lignes de crédit, autres que l’avance de démarrage éventuelle, à hauteur de :0,5 fois le montant total de l’offre financière. * 1. **Expérience**

Le soumissionnaire doit prouver son expérience en marchés de maintenances de minicentrales à titre d’entrepreneur ou sous-traitant dont au moins deux (02) marchés au cours des trois (03) dernières années avec une valeur minimum égale à 0,5 fois le montant total de l’offre financière. Lesdits marchés doivent avoir été exécutés de manière satisfaisante et terminés pour l’essentiel. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section IV, Formulaires de soumission.**NB : Joindre les attestations de bonne fin d’exécution*** 1. **Garantie de soumission**

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission (Garantie bancaire) d’un montant de deux millions (2000 000) de franc CFA.Le maître d’ouvrage se réserve le droit de demander au soumissionnaire la version physique de la garantie de soumission. |

# **Section IV. Formulaires de soumission**

Modèles de Lettres de soumission

Date :

AOO N°

Avis d’appel d’offres No. :

À : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Je soussigné……………………………………………………………………………………………………….

agissant au nom et pour le compte de l’Entreprise……………………………………………………………

dont le Siège Social est à ………………………………………………………………………………………..

inscrite au registre du commerce…………………………..sous le n°… ............................................ et au service des impôts sous le NIF n° ……………………………………………………………………………..

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces du dossier d’appel d’offres restreint relatif au marché°xxx………………………………………………………………………………………………………

Après avoir étudié personnellement et en connaissance de cause, la nature, les difficultés et les conditions d’exécution des travaux.

M’engage à exécuter les travaux ci-dessus dans **un délai de** **……………………….** **jours** conformément aux clauses et conditions des documents techniques de l’appel d’offre moyennant **une somme** **globale et non révisable de………………………………………………………...** Toutes Taxes Comprises (TTC) calculée sur la base des quantités et des prix unitaires indiqués aux devis quantitatifs et estimatifs qui sont joints à la présente soumission, et à respecter les conditions du Contrat.

Je m’engage à maintenir le montant de mon offre pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

 Fait à .........................................., le …………………….

Le Soumissionnaire

Signature

Est annexé à la présente soumission.

Le devis quantitatif et estimatif de l’offre.

**Bordereaux de prix**

 **DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF**

**Objet : Assistance technique pour assurer la durabilité à long terme des projets de mini-réseaux d'énergie propre à Bambadinca en Guinée-Bissau**

**Remise en état de la minicentrale de Bambadinca (312 kWc)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Désignation** | **U** | **Qté** | **P.U.** | **P. T.** |
| **1** | Module PV 250Wp Polycristallin | u | 01 |  |  |
| **2** | Parafoudre DC In: 20kA, Type 2 | u | 19 |  |  |
| **4** | Onduleur réseau (Puissance DC max. : 11.400 Wc) | u | 09 |  |  |
| **5** | Capteur de température pour batterie OPZs (avec câble)  | u | 09 |  |  |
| **6** | Compteur électrique de production (d’énergie active et réactive pour centrale PV) ou centrale de mesure  | u | 03 |  |  |
| **7** | Disjoncteur AC tétrapolaire 100 A | u | 02 |  |  |
| **8** | Paratonnerre TYPE PTC | u | 04 |  |  |
| **9** | Dispositif de coupure pour 2 départs MT (CELLULE SM6-24KV 01 IM -01 QM) | u | 02 |  |  |
| **10** | Parafoudre AC 25KA type 1 | u | 03 |  |  |
| **11** | Extincteur à poudre ABC – 6 kg | u | 06 |  |  |
| **12** | Contacteur  | u | 02 |  |  |
| **12** | Accessoires de travaux  | u | 01 |  |  |
| **13** | Frais de remise en état de la minicentrale | u | 01 |  |  |
| **Total HT (F CFA)** |  |
| **TVA (18%)** |  |
| **Total TTC (F CFA)** |  |

Arrêté le présent devis à la somme de …………………………………………(………….) F CFA.

 Le Soumissionnaire

Signature

**Formulaire de Garantie de soumission (Garantie bancaire)**

*[La banque remplit ce modèle de garantie d’offre conformément aux indications entre crochets]*

*[Insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice]*

*Bénéficiaire : [insérer nom et adresse du Maître de l’Ouvrage]*

Date : *[insérer date]*

**Garantie d’offre N°. :** *[insérer No de garantie]*

Nous avons été informés que *[insérer nom de soumissionnaire]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d’offres en date du *[insérer date de l’avis d’appel d’offres]* pour la fourniture de *[insérer nom du marché]* en réponse à l’AOO N°. [Insérer no de l’avis d’appel d’offres] (ci-après dénommée « l’Offre »).

En vertu des dispositions du Dossier d’Appel d’offres, l’Offre doit être accompagnée d’une garantie d’offre.

A la demande du Maître de l’Ouvrage, nous *[insérer nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toute somme d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de [*insérer la somme en chiffres dans la monnaie du pays du Maître de l’Ouvrage ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible].* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l’Offre, à savoir :

(a) s’il retire l’Offre pendant la période de validité qu‘il a spécifiée dans la lettre de soumission de l’offre; ou

 (b) si, s’étant vu notifier l’acceptation de l’Offre par Le Maître de l’Ouvrage pendant la période de validité telle qu’indiquée dans la lettre de soumission de l’offre ou prorogée par Le Maître de l’Ouvrage avant l’expiration de cette période, il:

(i) ne signe pas le Marché ; ou

(ii) ne fournit pas la garantie de bonne réalisation du Marché, s’il est tenu de le faire ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

La présente garantie expire (a) si le marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevrons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n’est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après l’expiration de l’Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) relatives aux garanties sur demande

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

Modèle d’autorisation du Fabricant

*[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu’il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d’autorisation doit être à l’en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les DPAOO]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AOO N°: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

Avis d’appel d’offres No.:*[insérer le numéro de l’avis d’Appel d’Offres]*

A: *[insérer nom complet de l’Acheteur]*

ATTENDU QUE :

*[insérer le nom complet du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[indiquer les Biens produits]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l’usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du Soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l’Appel d’Offres No *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants du Cahier des Clauses générales pour les Biens proposés par l’entreprise ci-dessus pour cet Appel d’Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l’autorisation]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l’habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *\_\_\_\_\_[Insérer la date de signature]*

# **Formulaires de proposition technique**

* Organisation de site
* Méthode de réalisation
* Programme/Calendrier de Mobilisation
* Programme/Calendrier de Construction
* Equipements à fournir
* Matériel de l’Entrepreneur
* Personnel de l’Entrepreneur
* Sous-traitants proposés pour les composants importants des équipements et services d’installation
* Garanties opérationnelles des installations proposées
* Autres (délai d’exécution, etc…)

## Matériel

Formulaire MAT

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé afin d’établir qu’il a la possibilité de mobiliser le matériel clé nécessaire à la réalisation des travaux. Un formulaire distinct sera préparé pour chaque pièce de matériel figurant sur la liste.

|  |
| --- |
| Pièce de matériel |
| Renseignement sur le matériel | Nom du fabricant | Modèle et puissance |
|  | Capacité | Année de fabrication |
| Position courante | Localisation présente |
|  | Détails sur les engagements courants |
|  |  |
| Provenance | Indiquer la provenance du matérielo en possessiono en locationo en location-venteo fabriqué spécialement |
|  |  |

Les renseignements suivants seront omis pour le matériel en possession du Soumissionnaire.

|  |  |
| --- | --- |
| Propriétaire | Nom du Propriétaire |
|  | Adresse du Propriétaire |
|  |  |
|  | Téléphone | Nom et titre de la personne à contacter |
|  | Télécopie | Télex |
| Accords | Détails de la location / location-vente / accord de fabrication |
|  |  |
|  |  |

|  |
| --- |
| **Personnel proposé** |

**FORMULAIRE PER -1**

Le Soumissionnaire doit fournir les noms de personnels ayant les qualifications requises. Pour exécuter les travaux. Les renseignements concernant leur expérience devront être indiqués dans le Formulaire ci-dessous à remplir pour chaque candidat.

|  |  |
| --- | --- |
| **1.** | **DESIGNATION DU POSTE\*** |
|  | **NOM**  |
| **2.** | **DESIGNATION DU POSTE\*** |
|  | **NOM**  |
| **3.** | **DESIGNATION DU POSTE\*** |
|  | **NOM**  |
| **4.** | **DESIGNATION DU POSTE** |
|  | **NOM**  |

|  |
| --- |
| **Curriculum vitae du Personnel proposé** |

**FORMULAIRE PER-2**

|  |
| --- |
| **Nom du Soumissionnaire** |

|  |
| --- |
| **Poste** |
| **Renseignements personnels** | Nom | Date de naissance |
|  | Qualifications professionnelles  |
| **Employeur actuel** | Nom de l’employeur |
|  | Adresse de l’employeur |
|  | Téléphone | Contact (responsable / chargé du personnel) |
|  | Télécopie | E-mail |
|  | Emploi tenu | Nombre d’années avec le présent employeur |

Résumer l’expérience professionnelle des 20 dernières années en ordre chronologique inverse. Indiquer l’expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

| **De** | **À** | **Société / Projet / Position / expérience technique et de gestionnaire pertinente** |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Formulaires de qualification**

Afin de démontrer qu’il satisfait aux critères de qualifications requises pour exécuter le marché en conformité avec la Section III (Critères d’évaluation et de qualification), le Soumissionnaire fournira les renseignements demandés dans les formulaires de qualification ci-après.

Fiche de renseignements du soumissionnaire

Formulaire ELI – 1.1

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

AOO No :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| Nom légal du soumissionnaire : |
| Dans le cas d’un groupement d’entreprises, consortium ou association (GECA), nom légal de chaque partie : |
| Pays où le soumissionnaire est constitué en société : |
| Année à laquelle le soumissionnaire a été constitué en société :  |
| Adresse légale du soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société : |
| Renseignements sur le représentant autorisé du soumissionnaire :Nom :Adresse :Numéro de téléphone/de télécopie :Adresse électronique : |
| Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :1. Dans le cas d’une entité unique, Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des Clauses 4.1 et 4.2 des IS. 2. Dans le cas d’un GECA, lettre d’intention de former un GECA ou de signer un accord de GECA, conformément aux dispositions de l’Article 4.1 des IS.3. Dans le cas d’une entreprise publique, tout document complémentaire qui n’est pas mentionné dans le paragraphe 1 ci-dessus et est nécessaire pour satisfaire aux dispositions de l’Article 4.5 des IS.  |

**Fiche de renseignements pour chaque Partie à un GECA**

**FORMULAIRE ELI – 1.2**

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

AOO N°:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| **Nom légal du soumissionnaire :**  |
| **Nom légal de la partie du GECA:** |
| **Pays de constitution en société de la partie du GECA:** |
| **Année de constitution en société de la partie du GECA :** |
| **Adresse légale de la partie du GECA dans le pays de constitution en société :** |
| **Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GECA :****Nom :****Adresse :****Numéro de téléphone/télécopie :****Adresse électronique :** |
| Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :1 Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des Clauses 3.1 et 3.2 des IS. |

|  |
| --- |
| **Situation financière** |

**FORMULAIRE FIN – 3.1**

**Dans le cas où l’appel d’offres a été précédé d’une préqualification, le Soumissionnaire doit utiliser ce formulaire pour effectuer les mises à jour éventuelles des renseignements présentés lors de la préqualification**

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_ N°. AOO

A compléter par le soumissionnaire et, dans le cas d’un GECA, par chaque partie.

|  |  |
| --- | --- |
| Données financières en équivalent $US  | Antécédents pour les \_\_\_\_\_\_ (\_\_) dernières années (équivalent milliers d’$US) |
|  | Année 1 | Année 2 | Année … | Année n | Ration moyen |
| **Information du bilan** |
| Total actif (TA) |  |  |  |  |  |
| Total passif (TP) |  |  |  |  |  |
| Patrimoine net (PN) |  |  |  |  |  |
| Disponibilités (D) |  |  |  |  |  |
| Engagements (E) |  |  |  |  |  |
| **Information des comptes de résultats** |
| Recettes totales (RT) |  |  |  |  |  |
| Bénéfices avant impôts (BAI) |  |  |  |  |  |

 On trouvera ci-après les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées ci-dessus et qui satisfont aux conditions suivantes :

1. Ils doivent refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la Partie au GECA, et non pas celle de la maison-mère ou de filiales
2. Les états financiers passés doivent être vérifiés par un expert-comptable agréé
3. Les états financiers doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
4. Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)

**Chiffre d’affaires annuel moyen**

Formulaire FIN – 3.2

**Dans le cas où l’appel d’offres a été précédé d’une préqualification, le Soumissionnaire doit utiliser ce formulaire pour effectuer les mises à jour éventuelles des renseignements présentés lors de la préqualification**

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  No. AOO : \_\_\_

|  |
| --- |
| Données sur le chiffre d’affaires annuel  |
| Année | Montant et monnaie | Equivalent $US |
|  |  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \*Chiffre d’affaires moyen des activités de construction |  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

\*Le chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction est calculé en divisant le total des paiements ordonnancés pour les travaux en cours par le nombre d’années spécifié dans la Section III, .

**Capacité de financement**

Formulaire FIN 3.3

Indiquer les sources de financement (liquidités, actifs réels non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers nécessaires pour les besoins de trésorerie liés aux travaux afférents au(x) marché(s) considéré(s), nets des engagements pris par le Soumissionnaire au titre d’autres marchés comme requis à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.

|  |  |
| --- | --- |
| Source de financement | Montant  |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| 4. |  |

**Marchés/Travaux en cours**

Formulaire MTC

Les Soumissionnaires et chaque partenaire de GECA doivent fournir les renseignements concernant leurs engagements courants pour tous les marchés attribués, ou pour lesquels ils ont reçu une notification d’attribution, lettre de marché, etc.…, ou pour les marchés en voie d’achèvement, mais pour lesquels un certificat de réception opérationnelle sans réserve n’a pas été émis par le Maître de l’Ouvrage.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Intitulé du marché | Maître de l’Ouvrage, contact adresse/tél/télécopie | Valeur des travaux restant à exécuter | Date d’achèvement prévue | Montant moyen mensuel facture au cours des 6 derniers mois  |
| 1. |  |  |  |  |
| 2. |  |  |  |  |
| 3. |  |  |  |  |
| 4. |  |  |  |  |
| 5. |  |  |  |  |
| etc. |  |  |  |  |

**Expérience générale**

**Formulaire EXP – 2.4.1**

**Dans le cas où l’appel d’offres a été précédé d’une préqualification, le Soumissionnaire doit utiliser ce formulaire pour effectuer les mises à jour éventuelles des renseignements présentés lors de la préqualification**

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ No. AOO : ………………………….

| Mois/année de départ\* | Mois/année final(e) | Identification du marché | Rôle du soumissionnaire |
| --- | --- | --- | --- |
| \_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_ | Nom du marché :Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire :Nom du Maître de l’Ouvrage :Adresse : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_ | Nom du marché :Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire :Nom du Maître de l’Ouvrage :Adresse : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_ | Nom du marché :Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire :Nom du Maître de l’Ouvrage :Adresse : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_ | Nom du marché :Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire :Nom du Maître de l’Ouvrage :Adresse : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_ | Nom du marché :Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire :Nom du Maître de l’Ouvrage :Adresse : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_ | Nom du marché :Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire :Nom du Maître de l’Ouvrage :Adresse : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

\*Inscrire l’année civile en commençant par la plus ancienne, et avec au moins neuf (9) mois d’activité par contrat.

**Expérience spécifique**

Formulaire EXP – 2.4.2 (a)

**Dans le cas où l’appel d’offres a été précédé d’une préqualification, le Soumissionnaire doit utiliser ce formulaire pour effectuer les mises à jour éventuelles des renseignements présentés lors de la préqualification**

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ No. AOO: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

| Numéro de marché similaire : \_\_\_ de\_\_\_requis  | Information |
| --- | --- |
| Identification du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Date d’attribution Date d’achèvement | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  |
| Rôle dans le marché |  Entrepreneur |  Ensemblier |  Sous-traitant |
| Montant total du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_ |
| Dans le cas d’une partie à un GECA ou d’un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_% | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_ |
| Nom du Maître de l’Ouvrage : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Adresse :Numéro de téléphone/télécopie :Adresse électronique : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

**Expérience spécifique (suite)**

Formulaire EXP – 2.4.2 (a) (suite)

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

| * 1. No. du marché similaire : \_\_\_\_de\_\_\_\_requis
 | Information |
| --- | --- |
| * 1. Description de la similitude conformément au Facteur 2.4.2 (a) de la Section III :
 |  |
| Montant  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Taille physique | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Complexité | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Méthodes/Technologie | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Autres caractéristiques | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

**Expérience spécifique dans les activités principales**

Formulaire EXP – 2.4.2 (b)

**Dans le cas où l’appel d’offres a été précédé d’une préqualification, le Soumissionnaire doit utiliser ce formulaire pour effectuer les mises à jour éventuelles des renseignements présentés lors de la préqualification**

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_ N° AOO: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  | Information |
| --- | --- |
| Identification du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Date d’attributionDate d’achèvement | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Rôle dans le marché |  Entrepreneur  |  Ensemblier |  Sous-traitant |
| Montant total du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| Dans le cas d’une partie au GECA ou d’un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_% | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Nom du Maître de l’Ouvrage : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Adresse :Numéro de téléphone/télécopie :Adresse électronique : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

Section V. Pays Eligibles

1. **Éligibilité du soumissionnaire**

L'éligibilité du soumissionnaire doit être fonction de sa nationalité, conformément aux Règles ci-après :

1. Personne physique : Toute personne physique est éligible à soumissionner à ce dossier d’appel d’Offre
2. Personne morale : Toute personne morale est éligible à condition qu’elle ait une représentation en Guinée Bissau
3. Groupements et associations : un groupement, partenariat ou une association non formée(e) en société n'est éligible que si 60 % au moins des membres (personnes physiques ou morales) sont des particuliers ou des personnes morales éligibles.
4. **Éligibilité des biens, travaux et services connexes**

1. Pour les marchés de travaux qui peuvent comprendre des travaux de génie civil, de construction d'usines ou des contrats clés en main, l'entrepreneur doit satisfaire aux critères d'éligibilité nationale soit en tant que personne physique, ou comme société, groupements ou association. Le personnel, les équipements et les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux doivent provenir de pays membres.

2. Pour les marchés attribués sur la base de coût-assurance-fret (CIF) ou port et assurance payés (CIP), les soumissionnaires pourront librement prendre les dispositions nécessaires au transport maritime ou autre, ainsi qu’à l’assurance correspondante, auprès de tout pays membre éligible.

# **PARTIE 2 : Exigences de Maître de l’Ouvrage**

# **Section VI. Spécifications techniques**

Le soumissionnaire doit s’assurer que les équipements proposés respectent les exigences suivantes :

1. **Module PV**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° | Caractéristique | Exigée | Proposée |
| 1 | Puissance (Wc) | 250 |  |
| 2 | Tension nominale (V) | 24 |  |
| 3 | Tension Vmp (V) | 29,53 |  |
| 4 | Courant Imp (A) | 8,45 |  |
| 5 | Tension en circuit ouvert Voc (V) | 37,60 |  |
| 6 | Courant de court-circuit Isc (A) | 8,91 |  |
| 7 | Coef temp Pmp (%/°C) | - 0,487 |  |
| 8 | Coef Temp Voc (%/°C) | - 0,364 |  |
| 9 | Coef Temp Isc (%/°C) | - 0,057 |  |
| 10 | Nominal Operating Cell Temperature (Tnoct) | 45,1 |  |
| 11 | Surface  | 1,62855 |  |
| 12 | Type | Polycristallin |  |
| 13 | Tension Vmax (V) | 1000 |  |
| 14 | Classe de module | Classe II |  |
| 15 | Normes | IEC 61215 : 2005EN 61730 : 2007CE |  |

1. **Parafoudre DC**

| N° | Caractéristique | Exigée  | Proposée |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Type | Type 2 |  |
| 2 | Tension nominale Un (V DC) | 1000 |  |
| 3 | Tension de fonctionnement maximale Uc (V DC) | 1060 |  |
| 4 | Courant de décharge nominal In (kA) | 20 |  |
| 5 | Courant de décharge maximal (kA) | 40 |  |
| 6 | Niveau de protection Up (kV) | 3,6 |  |

1. **Onduleur réseau**

| N° | Caractéristique | Exigée  |  Proposée |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Rendement max.  | 97,7% |  |
| Entrée DC |
| 2 | Puissance DC max. (W) | 11 400 |  |
| 3 | Tension DC max (V) | 700 |  |
| 4 | Nombre de MPP trackers | 1 |  |
| 5 | Nombre max. d’entrées (parallèle) | 5 |  |
| 6 | Plage de tension MPPT (V) | 333 - 500 |  |
| 7 | Courant d’entrée max. (A) | 34 |  |
| Sortie AC |
| 8 |  Puissance AC nominale / Puissance AC max (VA) | 11000 / 11000 |  |
| 9 | Courant de sortie max. (A) | 48 |  |
| 10 | Tension nominale AC / plage (V) | 220 – 240 / 180 – 260 |  |
| 11 | Fréquence du réseau AC (autoréglable) / plage (Hz) | 50 / 60 / ± 4,5 |  |
| 12 | Facteur de déphasage réglable (cos ϕ) | 0,8 inductif …0,8 capacitif |  |
| 13 | Raccordement AC / Power balancing  | Monophasé / Oui |  |
| Protection  |
| 14 |  Dispositifs de protection  | - Protection inversion de polarité DC (Oui)- Interrupteur sectionneur DC ESS (Oui)- Résistance aux courts-circuits AC (Oui)- Surveillance de défaut à la terre (Oui)- Fusibles string surveillés (Oui)- Surveillance du réseau (SMA Grid Guard) (Oui)- Unité de surveillance du courant de défaut, sensible à tous les courants (Oui) |  |
| Caractéristiques générales  |
| 15 | Dimensions (l x h x p) en mm | 468 / 613 / 242 |  |
| 16 | Poids (kg) | environ 35 kg |  |
| 17 | Plage de température de fonctionnement  | –25 °C ... +60 °C |  |
| 18 | Émission de bruits (typique) | ≤ 46 dB(A) |  |
| 19 | Autoconsommation : service (veille) / nuit | < 10 W / 0,25 W |  |
| 20 | Topologie | sans transformateur |  |
| 21 | Système de refroidissement | OptiCool |  |
| 22 | Lieu de montage  | intérieur (oui) / extérieur (Oui) (électronique IP 65) |  |
| 23 | Autres caractéristiques de l’équipement  | - Raccordement DC : MC3 / MC4 / Tyco (Oui)- Raccordement AC : borne filetée (Oui)- LCD (affichage à cristaux liquides) (Oui)- Interfaces : Bluetooth® / RS485 (Oui) |  |

1. **Capteur de température pour batterie (avec câble)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° | Caractéristique | Exigée  | Proposée |
| 1 | Compatibilité  | Avec batteries OPzs et onduleur chargeur SMA Sunny Island SI 5048 |  |
| 2 | Longueur (m) | Environ 15 m |  |

1. **Compteur électrique de production (d’énergie active et réactive pour centrale PV) ou centrale de mesure**

| N° | Caractéristique | Exigée  | Proposée |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Analyse de la qualité de l’énergie  | Jusqu’à la 15e harmonique |  |
| 2 | Application  | Surveillance de puissance |  |
| 3 | Type de mesure  | Courant, Tension, Fréquence, Facteur de puissance, Energie, Puissance active et réactive |  |
| 4 | Tension d’alimentation (V) | 100…415 V CA 45...65 Hz125…250 V CC |  |
| 5 | Fréquence du réseau (Hz)  | 50 Hz60 Hz |  |
|  | Courant nominal (In) | 5 A1 A |  |
| 6 | Type de réseau  | 3P + N1P + N3P |  |
| 7 | Puissance consommée en VA | 10 VA à 415 V |  |
| 8 | Temps de parcours  | 80 ms 120 V CA typique100 ms 230 V CA typique100 ms 415 V CA typique |  |
| 9 | Type d'afficheur | LCD rétro-éclairé |  |
| 10 | Résolution de l'afficheur | 128 x 128 pixels |  |
| 11 | Taux d'échantillonnage | 64 échantillons/cycle |  |
| 12 | Courant de mesure | 10…9000 mA |  |
| 13 | Tension de mesure | - 35…690 V CA 45...65 Hz entre phases- 20…400 V CA 45...65 Hz entre phase et neutre |  |
| 14 | Nombre d'entrées | 0 |  |
| 15 | Précision de mesure | Énergie active +/- 0,5 %Énergie réactive +/- 2 %Puissance active +/- 0,5 %Puissance apparente +/- 0,5 %Fréquence +/- 0.05 %Facteur de puissance +/- 0.005Courant +/- 0,5 %Tension +/- 0,5 % |  |
| 16 | Classe de précision | Classe 0,5S énergie active se conformer à IEC 62053-22 |  |
| 17 | Nombre de sorties | 1 numérique |  |
| 18 | Enregistrement de données | Nombre min./maxi de valeurs instantanées Horodatage |  |
| 19 | Normes | EN 50470-1IEC 62053-22UL 61010-1CEI 62053-24CEI 61557-12EN 50470-3CEI 60529 |  |
| 20 | Certifications du produit  | CE se conformer à CEI 61010-1CULus se conformer à UL 61010-1 |  |
| 21 | Longueur/Largeur/Profondeur (mm) | 96/72/96 |  |
| 22 | Poids (g) | 380 |  |
| 23 | Humidité relative | 5…95 % à 50 °C |  |
| 24 | Degré de pollution  | 2 |  |
| 25 | Température de fonctionnement  | -25…70 °C |  |

1. **Disjoncteur AC tétrapolaire**

| N° | Caractéristique | Exigée | Proposée |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Type  | Compact |  |
| 2 | Nombre de pôles | 4 |  |
| 3 | Courant nominal [In] | 100 A at 40 °C |  |
| 4 | Tension nominale de fonctionnement | 690 V AC 50/60 Hz |  |
| 5 | Type de réseau | AC |  |
| 6 | Fréquence du réseau | 50/60Hz |  |
| 7 | Aptitude à l'isolement | Conforme à la norme EN/IEC 60947-2 |  |
| 8 | Niveau de performance | F 36 kA 415 V AC |  |
| 9 | Tension d'isolement nominale [Ui] | 800 V AC 50/60 Hz |  |
| 10 | Tension assignée de tenue aux chocs [Uimp] | 8 kV |  |
| 11 | Durabilité mécanique | 50000 cycles |  |
| 12 | Durabilité électrique | 10000 cycles at 690 V In 20000 cycles at 690 V In/2 30000 cycles at 440 V In 50000 cycles at 440 V In/2 |  |
| 13 | Capacité du déclencheur | 100 A at 40 °C |  |
| 14 | Plage de réglage du seuil de déclenchement de la protection courte durée [Isd] | 800A |  |

1. **Parafoudre AC 25 kA type 1**

| N° | Caractéristiques | Exigée |  Proposée  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Description des pôles  | 3P+N |  |
| 2 | Classe de parafoudre | Type 1 |  |
| 3 | Tension assignée d'emploi [Ue] | 230/400 V CA (+/- 10 %) à 50/60 Hz |  |
| 4 | Courant de charge nominal [In] | Mode commun : 100 kA (N/PE)Mode différentiel : 25 kA (L/N) |  |
| 5 | Courant de choc [Iimp] | Mode commun : 100 kA N/PE 50 As Mode différentiel : 25 kA L/N 12,5 As |  |
| 6 | Tension maximale de régime permanent [Uc] | Mode commun : 350 V N/PEMode différentiel : 350 V L/N Mode |  |
| 7 | Niveau de protection en tension maximal [Up] | Mode commun <1.5 kVMode différentiel <1.5 kV |  |
| 8 | courant de suite [If] | 25 kAMode commun N/PEMode différentiel L/N 0,1 kA |  |
| 9 | Temps de réponse | <= 25 ns |  |
| 10 | Tenue aux chocs IK | IK05 selon la norme CEI 62262 |  |
| 11 | Température ambiante de fonctionnement | -25…60 °C |  |

1. **Contacteur**

| N° | Caractéristiques  | Exigée |  Proposée |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Nombre de Contacts NO | 3 |  |
| 2 | Nombre de Contacts NC  | 0 |  |
| 3 | Nombre de Contacts Auxiliaires NO | 1 |  |
| 4 | Nombre de Contacts Auxiliaires NC | 1 |  |
| 5 | Tension Nominale d’utilisation : | Circuit Principal 1000 V |  |
| 6 | Fréquence nominale (f) | Circuit Principal 50/60 Hz |  |
| 8 | Courant assigné nominal AC-1 (Ie) : | (1000 V) 40 °C 375 A (1000 V) 55 °C 325 A(1000 V) 70 °C 260 A(690 V) 40 °C 500 A(690 V) 55 °C 400 A (690 V) 70 °C 325 A  |  |
| 9 | Courant assigné nominal AC-3 (Ie) : | 1000 V) 55 °C 131 A(220 / 230 / 240 V) 55 °C 305 A(380 / 400 V) 55 °C 305 A(415 V) 55 °C 305 A(440 V) 55 °C 305 A(500 V) 55 °C 290 A(690 V) 55 °C 290 A |  |
| 10 | De fonctionnement assignée d'Alimentation AC-3 (Pe) : | (1000 V) 185 kW(220 / 230 / 240 V) 90 kW(380 / 400 V) 160 kW(415 V) 160 kW(440 V) 160 kW(500 V) 200 kW(690 V) 250 kW |  |
| 11 | Pouvoir nominal de coupure AC-3 selon IEC 60947-4-1 | 8 x Ie AC-3 |  |
| 12 | Capacité nominale de production de l'AC-3 selon IEC 60947-4-1 | 10 x Ie AC-3 |  |
| 13 | Dispositif de protection contre les courts-circuits | gG Type de Fusibles 500 A |  |
| 14 | Pouvoir maximal de coupure | - cos phi=0,45 (cos phi=0,35 pour Ie > 100 A) à 440 V 4600 A - cos phi=0,45 (cos phi=0,35 pour Ie > 100 A) à 690 V 3800 A |  |
| 15 | Maximum Électriques Fréquence De Commutation | AC-3 300 cycles par heure AC-1 300 cycles par heure AC-2 / AC-4 150 cycles par heure |  |
| 17 | Durabilité Mécanique | 5 million |  |
| 18 | Fréquence de commutation mécanique maximale | 300 cycles par heure |  |
| 19 | Degré de Protection | acc. la norme IEC 60529, IEC 60947-1, EN 60529 Bobine Bornes IP20 acc. la norme IEC 60529, IEC 60947-1, EN 60529 Bornes Principales IP00 |  |
|  | Dimension (largeur x Profondeur x Longueur) mm | 140 x 180 x 225 |  |
|  | Poids (kg) | 3,9 |  |

1. **Extincteur**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° | Caractéristique | Exigée | Proposée |
| 1 | Type  | Extincteur à poudre ABC 6 kg |  |
| 2 | Gaz propulseur | Azote |  |
| 3 | Plage de température  | -20° +55°c |  |
| 4 | Pression de service | 14 bars |  |
| 3 | Pression de test | 29 bars |  |
| 4 | Fabrication selon la norme  | ISO-9001 |  |

1. **Autres équipements**

| N° | Désignation  | Caractéristiques exigées | Caractéristiques proposées |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Dispositif de coupure pour 2 départs MT | CELLULE SM6-24KV 01 IM -01 QM |  |
| 2 | Paratonnerre | Paratonnerre TYPE PTC |  |

## Spécifications techniques

* + - 1. **Objet**

Le présent dossier d’appel d’offre vise la remise en état la minicentrale de Bambadinca

La remise en état de ladite minicentrale, passera par :

* Le remplacement des équipements défaillants sur chacun des sites ;
* Et des travaux d’amélioration et de corrections des installations existantes.

Nous présenterons dans les sections sous-jacentes les données spécifiques relatif au projet.



Figure 1 : Localisation du mini-réseau de Bambadinca (lat. :12.01663, long. : -14.85552)

### Données spécifiques

* **Présentation de la minicentrale.**

La minicentrale de **Bambadinca** est une minicentrale hybride PV/Diesel de 312 kWc munie de trois générateurs diesel (marque : Alpha Générateur) de 80 kVA. Nous rappellerons dans cette section les principaux éléments constitutifs de cette minicentrale.

Le tableau ci-dessous présente la composition générale de la minicentrale.

Tableau 1 : Les composants de la minicentrale de Bambadinca

| **Localisation** | **Equipements** | **Quantité** |
| --- | --- | --- |
| **CHAMP PV** | Modules PV (Atersa 250Wp Poly) | 1248 |
| Sunny Mini Central 11.000TL | 24 |
| Parafoudre DC CITEL In: 20kA, Type 2 | 11 |
| Parafoudre DC EATON In 20 kA, Type 2 | 08 |
| Fusible gPV | 144 |
| **LOCAL TECHNIQUE** | Sunny Islands 5048 | 27 |
| OPzS Solar 4600Ah C120 | 216 |
| Bat fuse  | 18 |
| Parafoudre AC | 0 |
| Multicluster Box 36.3 | 3 |
| Groupes électrogènes ALFA 80KVA | 3 |

La minicentrale est répartie en trois blocs indépendants et identiques. Ce qui lui confère trois départs indépendants vers les consommateurs. Un des départs est de 220V (basse tension ou BT). Les deux autres départs sont en moyenne tension MT. Pour ces deux départs, la tension a été élevée à 6kV pour réduire les pertes dans le transport. Elle sera abaissée par après, à 220V avant la distribution aux clients. Nous nommerons dans la suite ces blocs comme ci-après : Bloc BT ; Bloc MT1, Bloc MT2. Le tableau ci-dessous présente brièvement les trois blocs.

**Tableau 2 : caractéristiques des blocs de la minicentrale de Bambadinca**

| **Groupe** | **Puissance crête**  | **Tension sortie centrale** | **Longueur réseau BT** | **Longueur réseau MT** | **Nombre total abonnés en 2021** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Bloc BT** | 104 kWc | 220V | 7 km | 0 | 196 |
| **Bloc MT1** | 104 kWc | 6 kV | 0 | 1,5 km | 254 |
| **Bloc MT2** | 104 kWc | 6kV | 0 | 1,5 km | 184 |

Une vue synoptique de la centrale est donnée à la figure suivante.



***Figure 2 : Vue synoptique d’un des trois blocs de la minicentrale de Bambadinca***

La figure suivante donne le synoptique du réseau de Bambadinca.



***Figure 3 : Synoptique du réseau de la minicentrale de Bambadinca***

* **Remplacement des équipements défaillants**

Le tableau ci-dessous présente la liste des équipements à fournir par le soumissionnaire pour le remplacement des équipements défaillants à la minicentrale de Bambadinca.

Tableau 3 : Liste des équipements à fournir le soumissionnaire pour remplacement des éléments défaillants/manquants sur le site

| **N°** | **Equipement à fournir par le soumissionnaire** | **Quantité** |
| --- | --- | --- |
| **1** | Module PV Atersa 250Wp Polycristallin | 01 |
| **2** | Parafoudre DC CITEL In: 20kA, Type 2 | 11 |
| **3** | Parafoudre DC EATON In 20 kA, Type 2 | 08 |
| **4** | Sunny Mini Central 11.000TL | 09 |
| **5** | Capteur de température SMA pour batterie (avec câble)  | 09 |
| **6** | Compteur électrique de production (d’énergie active et réactive pour centrale PV) ou centrale de mesure PM5100 | 03 |
| **7** | Disjoncteur AC tétrapolaire 100 A | 02 |
| **8** | Paratonnerre TYPE PTC | 04 |
| **9** | Dispositif de coupure pour 2 départs MT (CELLULE SM6-24KV 01 IM -01 QM) | 02 |
| **10** | Parafoudre AC 25KA type 1 | 03 |
| **11** | Extincteur  | 06 |
| **12** | Contacteur ABB AF305-30 | 02 |

* **Travaux d’amélioration et de corrections des installations électriques de la minicentrale**
* Reprendre le câblage du champ PV en ne connectant aux onduleurs que des strings de 14 modules PV au plus. Nous aurons ainsi 89 strings de 14 modules (soit 1246 connectés aux 24 onduleurs PV).
* Améliorer l’aération du local technique (claustras, ventilateurs) ;
* Mettre du plomb sur tous les compteurs des abonnées ou clients du réseau.
* Installer des compteurs électriques de production sur chaque départ de la minicentrale PV ;
* Revoir les deux autres coffrets du réseau moyenne tension tout en mettant le neutre sur le dispositif de coupure (remplacement du disjoncteur 100A tripolaire en tétra polaire 100A) ;
* Mettre un paratonnerre au sommet du poteau portant les deux transformateurs abaisseurs.
* Mettre un dispositif de coupure des deux départs MT de la centrale (cellules ou tout autre élément de coupure de départs MT) ;
* Vérifier ou contrôler la verticalité de chaque paratonnerre installé sur le toit ainsi que la présence et le fonctionnement en associant un enregistreur de foudre ;
* Installer trois (03) paratonnerres au niveau des champs PV et remplacer les parafoudres ayant fonctionné ;
* Mettre des parafoudres dans les armoires afin d’éviter les effets indirects de la foudre (multiclusters) ;
* Fixer les dispositifs d’extinction de feu à des endroits stratégiques.

# **PARTIE 3 : Marché et formulaires**

# **Section VII. Cahier des Clauses Administratives Générales**

**Cahier des clauses administratives générales**

|  |  |
| --- | --- |
|  | Le présent Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et tous les autres documents dont la liste figure ci-après, constituent un document complet exprimant les droits et obligations des parties.  |
| 1. Dispositions générales |
| 1.1 | Définitions |
|  | Dans les présentes Clauses, y compris les Clauses administratives générales (CCAG) et particulières (CCAP), les mots et expressions ci-après sont réputés avoir la signification indiquée. Les mots se référant à des personnes ou des parties incluent les firmes et toute autre entité légale, sauf lorsque le contexte exige autrement.  |
| 1.1.1 | Le Marché |
| 1.1.1.1 | « Marché » signifie l’Acte d’Engagement signé par Le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur, la Lettre de Notification, les présentes Clauses Administratives, les Spécifications, les Bordereaux de Prix et Détail quantitatif et estimatif dans le cas d’un marché à prix unitaires ou le Programme d’Activités dans le cas d’un marché à prix forfaitaire, et tous autres documents, le cas échéant, dont la liste figure dans l’Acte d’Engagement ou la Lettre de Notification. |
| 1.1.1.2 | “L’Acte d’Engagement” signifie l’Acte d’Engagement mentionné à la Clause 1.6 [l’Acte d’Engagement]. |
| 1.1.1.3 | “Lettre de Notification” signifie la lettre de notification d’attribution, signée par Le Maître de l’Ouvrage, par laquelle celui-ci accepte formellement l’Offre, y compris tout document annexé reflétant un accord signé entre les deux Parties. En l’absence d’une telle lettre de notification, l’expression “Lettre de Notification” désigne l’Acte d’Engagement et la date d’envoi ou de réception de la Lettre de Notification est réputée être la date de signature de l’Acte d’Engagement.  |
| 1.1.1.4 | “Le formulaire d’Offre” désigne le document intitulé formulaire d’offre, complété par l’Entrepreneur et incluant l’offre signée faite au Maître de l’Ouvrage pour les Biens. |
| 1.1.1.5 | Les « Spécifications » sont les Spécifications incluses dans le Marché et toutes les modifications ou ajouts apportés en accord avec les termes du Marché. Ce document définit les Equipements.  |
| 1.1.1.6 | Les « Plans » sont les dessins relatifs aux Equipements inclus dans le Marché et toutes les modifications ou ajouts apportés par (ou au nom du) du Maître de l’Ouvrage en accord avec les termes du Marché. |
| 1.1.1.7 | Les « Bordereaux de Prix » sont les documents intitulés bordereaux de prix, complétés par l’Entrepreneur et remis avec l’Offre, inclus dans le Marché. Ces documents peuvent comprendre un détail quantitatif estimatif, et des listes de prix. |
| 1.1.1.8 | “L’Offre” désigne le document intitulé formulaire d’offre accompagné des autres documents que l’Entrepreneur a remis avec le Formulaire d’Offre et qui sont inclus dans le Marché. |
| 1.1.1.10 | « CCAP » signifie Cahier des Clauses Administratives Particulières. |
| 1.1.2 | Parties et Personnes morales |
| 1.1.2.1 | “Partie” désigne Le Maître de l’Ouvrage ou l’Entrepreneur, selon le contexte. |
| 1.1.2.2 |  « Le Maître de l’Ouvrage » signifie la personne morale désignée comme Le Maître de l’Ouvrage dans le CCAP et tout successeur légal de cette personne. |
| 1.1.2.3 | « L’Entrepreneur » signifie la (les) personne(s) morale(s) identifiée(s) comme l’Entrepreneur dans le Formulaire de l’Offre acceptée par Le Maître de l’Ouvrage et tous successeurs légaux de cette (ces) personne(s). |
| 1.1.2.4 | Le représentant du maître d’Ouvrage est la personne désignée dans le CCAP (ou toute autre personne compétente nommée par Le Maître de l’Ouvrage dont le nom est notifié à l’Entrepreneur. |
| 1.1.2.5 | Le Représentant de l’Entrepreneur est la personne désignée par l’Entrepreneur et approuvée par Le Maître de l’Ouvrage, de la manière indiquée à la Clause 4.1.2 du CCAG [Représentant de l’Entrepreneur et Responsable de Chantier] afin d’exercer les responsabilités que l’Entrepreneur lui aura déléguées. |
| 1.1.2.6 | “Sous‑traitant” désigne toute personne morale désignée dans le Marché comme sous-traitant ou toute personne morale nommée en tant que sous-traitant pour toute partie des travaux, et tous successeurs légaux à cette (ces) personne(s). |
| 1.1.2.7 | Le « Bureau de Conciliation » est la personne (ou les personnes) désignée(s) comme tel dans le CCAP, nommée(s) d’un commun accord par le Maître de l’Ouvrage et l'Entrepreneur pour résoudre les litiges en premier recours conformément aux dispositions figurant dans la Clause 8.2.1 [Bureau de Conciliation]. |
| 1.1.2.8 | La “Banque” désigne l’institution financière, le cas échéant, désignée dans le CCAP. |
| 1.1.2.9 | “L’Emprunteur” désigne la personne, le cas échéant désignée comme l’emprunteur dans le CCAP. |
| 1.1.3 | Dates, Essais, Périodes et Achèvement  |
| 1.1.3.1 | La “Date de référence” désigne la date précédente de 28 jours la date limite de remise des offres. |
| 1.1.3.2 | La « Date de D’attribution » est la date indiquée dans le CCAP.  |
| 1.1.3.3 | La « Date d’achèvement » est la date d’achèvement des Installations, ou d’une Section de Installations (le cas échéant), certifiée par le Maître d’Ouvrage ou son représentant conformément à la clause 2.2.2 du CCAG et aux autres dispositions pertinentes du Marché. |
| 1.1.3.4 | L’expression « Essai de réception » désigne l’essai ou les essais, le cas échéant, spécifiés dans le Marché, qui sont réalisés en conformité avec les Spécifications préalablement à l’émission du “Certificat de Réception opérationnelle”.  |
| 1.1.3.5 | “Certificat de Réception opérationnelle” désigne un certificat émis par le Chef de Projet en conformité avec la Clause 4.9 [Mise en Service et Réception opérationnelle. |
| 1.1.3.6 | “jour” signifie un jour calendaire et “année” signifie 365 jours. |
| 1.1.4 | Montant du Marché et Paiements |
| 1.1.4.1 | “Montant du Marché” signifie le prix défini à la clause 3.1 du CCAG [Montant du Marché], y compris toute modification qui pourra être effectuée en vertu du Marché. |
| 1.1.5 | Travaux et Biens |
| 1.1.5.1 | L’expression « Matériel de l’Entrepreneur » désigne tous appareils, machines, véhicules ou choses nécessaires à la réalisation, l’achèvement des Installations et à la reprise des Malfaçons éventuelles que l’Entrepreneur devra fournir, mais à l’exclusion des Installations temporaires, Matériels du Maître de l’Ouvrage (le cas échéant), Equipements, Matériaux ainsi que toutes autres choses devant faire partie ou faisant partie des Installations permanentes. |
| 1.1.5.2 | Les « Matériaux » sont toutes les fournitures (à l’exclusion des Equipements), destinés à faire partie des Installations, y compris les pièces détachées (le cas échéant), à fournir par l’Entrepreneur dans le cadre du Marché. |
| 1.1.5.3 | L’expression « Equipements » désigne les équipements, appareils, machines, matériaux et autres équipements que l’Entrepreneur devra fournir et incorporer aux Installations de manière permanente en vertu du Marché (y compris les pièces de rechange à fournir dans le cadre de la Clause 2.1 du CCAG), à l’exclusion du Matériel de l’Entrepreneur. |
| 1.1.5.4 | L’expression « Services de montage » désigne les prestations accessoires à la fourniture des Equipements que l’Entrepreneur devra fournir en vertu du Marché, c’est-à-dire le transport, la fourniture des assurances marines ou d’autres assurances similaires, l’inspection, les services d’expédition., les travaux de préparation du site (y compris la fourniture et l’utilisation des équipements de l’Entrepreneur, et la fourniture de tout le matériel de construction nécessaire), le montage, les essais, la mise en service préliminaire, la mise en service, l’exploitation, la maintenance, la fourniture des manuels d’exploitation et de maintenance, la formation, etc. le cas échéant. |
| 1.1.6 | Autres définitions |
| 1.1.6.1 | L’expression « Documents de l’Entrepreneur » désigne les notes de calculs, les programmes de calculs et autres logiciels, dessins, manuels, modèles et autres documents de nature technique, le cas échéant, fournis par l’Entrepreneur en vertu du Marché. |
| 1.1.6.2 | « Pays » désigne le pays sur lequel le Site (ou la plus grande partie du Site) est situé. |
| 1.1.6.3 | “Force Majeure” est définie à la Clause 6.7 [Force Majeure] du CCAG. |
| 1.1.6.4 | “Droit applicable” signifie l’ensemble des lois et règlements, statuts, ordonnances et autres règlementations au plan national ou local émis par toute autorité légalement constituée. |
| 1.1.6.5 | “Garantie de bonne exécution” désigne la garantie (ou les garanties, le cas échéant) désignée à la Clause 3.3.3 [Garantie de bonne exécution] du CCAG. |
| 1.1.6.6 | Le terme « Site » désigne le lieu sur lequel les Installations permanents doivent être réalisés, y compris les lieux d’entreposage et les aires de travail sur lesquels les Equipements et Matériaux doivent être livrées, et tous autres lieux que le CCAP peut désigner comme faisant partie du Site. |
| 1.1.6.7 | “imprévisible” ou “imprévu” qualifie une situation qui ne peut être raisonnablement prévue par un Maître de l’Ouvrage expérimenté lors de la Date de référence. |
| 1.1.6.8 | L’expression “Ordre de Modification” est définie à la Clause 7.1 [Ordres de Modification] du CCAG. |
| 1.2 | Interprétation  |
| 1.2.1 | Dans le Marché, à moins que le contexte n’en décide autrement :  |
|   | 1. masculin signifie également féminin et inversement ;
 |
|   | 1. le singulier inclura le pluriel et le pluriel inclura le singulier;
 |
|   | 1. toute disposition se référant à un “accord” nécessite un accord par écrit;
 |
|   | 1. “écrit” or “par écrit” signifie manuscrit, dactylographié, imprimé ou par voie électronique, et résultant en un document conservé de manière permanente ;
 |
| 1.2.2 | Les en-têtes et notes en marge du CCAG ne sauraient faire partie du Marché ou affecter son interprétation. |
| 1.2.3 | Si le CCAP indique que l’achèvement sera effectué par sections, les références faites dans le CCAG aux installations, à la Date d’achèvement et à la Date d’achèvement prévue s’appliqueront à chaque Section des installations (en dehors des références à la Date d’achèvement et à la Date prévue d’achèvement se rapportant à la totalité des Installations). |
| 1.2.3 | IncotermsSous réserve d’incohérences avec les termes du Marché, la signification d’un terme commercial et les droits et obligations correspondants des parties au Marché sont ceux prescrits par les Termes Commerciaux Internationaux- Incoterms (dernière édition). Publiés par la Chambre de Commerce Internationale 38 Cours Albert 1er, 75008 Paris, France.  |
| 1.2.4 | Intégralité des conventionsSous réserves des dispositions de la Clause 1.10 du CCAG, le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés Le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les Parties relativement à son objet avant la date du Marché. |
| 1.2.5 | AvenantsLes avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s’ils sont faits par écrit, datés, s’ils se réfèrent expressément au Marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des Parties au Marché. |
| 1.2.6 | Entrepreneur indépendantL’Entrepreneur est un entrepreneur exécutant le Marché indépendamment. Le Marché ne crée aucune relation d’agence ou de groupement entre les parties au présent marché. Sous réserve des dispositions du Marché, l’Entrepreneur sera seul responsable de la manière dont le Marché est exécuté. Les employés, représentants, ou sous-traitants engagés par l’Entrepreneur dans le cadre de l’exécution du Marché seront sous le contrôle total de l’Entrepreneur et ne sauraient être réputés les employés du Maître de l’Ouvrage. Rien de ce qui figure au Marché ou dans le contrat de sous-traitance passé par l’Entrepreneur ne pourra être interprété comme créant une quelconque relation contractuelle entre ces employés, représentants ou sous-traitants et Le Maître de l’Ouvrage. |
| 1.2.7 | Absence de renonciationSous réserve des dispositions de la clause 1.2.7 du CCAG, aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l’une des Parties pour faire appliquer l’un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l’une des Parties accorde un délai supplémentaire à l’autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette Partie par le Marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l’une des Parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché. Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d’une Partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la Partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l’objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation. |
| 1.2.8 | DivisibilitéSi une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du marché. |
| 1.2.9 | Pays d’origine/éligibilitéLe terme « pays d’origine » désigne le pays où les biens sont extraits, poussent, sont cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants importants et intégrés aboutit à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants importés. “Pays éligibles” désigne les pays et territoires éligibles. |
| 1.3 | Communications |
| 1.3.1 | Lorsque les présentes Clauses administratives mentionnent l’attribution ou l’émission d’une approbation, d’un certificat, d’un consentement, d’une décision, d’une notification, d’une demande ou d’une mainlevée, ces communications doivent être effectuées de la manière suivante :  |
|   | 1. par écrit et remises en main propre (contre reçu), par la poste, courrier spécial, transmission électronique de données tel que prévu dans le CCAP ; et
 |
|   | 1. remise, adressée ou transmise à l’adresse de la Partie concernée inscrite dans le CCAP. Cependant:
 |
|   | 1. si le récipiendaire notifie à l’autre Partie un changement d’adresse, la communication sera effectuée à la nouvelle adresse ; et
 |
|   | 1. si le récipiendaire ne stipule pas différemment lorsqu’il présente une demande d’approbation ou un consentement, la réponse de l’autre Partie pourra être effectuée à l’adresse de laquelle ladite demande a été émise.
 |
|  | 1. Une approbation, un certificat, un consentement ou une décision ne seront pas laissées sans réponse ni différées sans motif valable. Lorsque qu’un certificat est émis par une Partie, celle-ci en adressera copie à l’autre Partie.
 |
| 1.3.3 | Lorsqu’une notification est faite à une Partie par l’autre Partie ou par son représentant, une copie doit être adressée au représentant ou à l’autre Partie, selon le cas. |
| 1.4 | Droit et langue applicables |
| 1.4.1 | Le Marché est régi et interprété conformément au droit du pays ou autre juridiction indiqué dans le CCAP. La langue du Marché sera celle stipulée dans le CCAP.La langue utilisée pour les communications sera celle stipulée dans le CCAP. Si aucune langue n’est stipulée à cet effet, la langue de communication sera la langue du Marché.  |
| 1.4.2 | Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché doivent être rédigé en langue française. |
| 1.5 | Ordre de priorité des documents |
| 1.5.1 | Les documents qui forment le Marché sont mutuellement complémentaires. Aux fins d’interprétation, l’ordre de priorité suivant sera appliqué :1. L’Acte d’engagement (le cas échéant),
2. La Lettre de Notification,
3. L’Offre,
4. Le CCAP,
5. Le CCAG,
6. Les Spécifications,
7. Les Dessins, et
8. Les Bordereaux de Prix et tous autres documents faisant partie du Marché.
 |
| 1.5.2 | En cas d’ambiguïté ou de contradiction dans les documents, Le Maître de l’Ouvrage émettra toute clarification ou instruction, qui seraient nécessaires. |
| 1.6 | Acte d’engagement |
| 1.6.1 | Les Parties signeront un Acte d’engagement dans un délai de 28 jours après que l’Entrepreneur aura reçu la Lettre de Notification, sauf disposition contraire dans le CCAP. L’Acte d’engagement sera conforme au formulaire de la Section IX, Formulaires du Marché.  |
| 1.7 | Cession |
| 1.7.1 | Ni Le Maître de l’Ouvrage, ni l’Entrepreneur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché. Cependant l’une ou l’autre des Parties peut : |
|  | 1. céder tout ou partie des obligations avec l’accord préalable de l’autre Partie, à la seule discrétion de cette Partie et
 |
|  | 1. en tant que sûreté au bénéfice d’une banque ou d’une institution financière, céder ses droits aux paiements dus ou à devoir au titre du Marché.
 |
| 1.8 | Licences/Usage de l’information technique |
| 1.8.1 | Pour les besoins du fonctionnement et de la maintenance des Equipements, l’Entrepreneur est réputé (en signant le Marché) avoir donné au Maître de l’Ouvrage une licence non exclusive et non transférable (mais sans droit d’accorder une sous-licence) dans le cadre des droits de patente, modèles ou autres propriétés industrielles détenus par l’Entrepreneur ou une tierce Partie de laquelle l’Entrepreneur a obtenu le droit de donner des licences correspondantes, et donnera également au Maître de l’Ouvrage le droit non exclusif et non transférable (mais sans droit d’accorder une sous-licence) d’utiliser le savoir-faire et toute autre information technique divulguée au Maître de l’Ouvrage dans le cadre du Marché. Aucune disposition ci-incluse ne saurait être interprétée comme un transfert de la propriété de patente, modèles, marque commerciale, conception, droits d’auteur, savoir-faire, ou autres propriétés industrielles de l’Entrepreneur ou tierce Partie au Maître de l’Ouvrage. |
| 1.8.2 | Les droits d’auteur de tous les dessins, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis au Maître de l’Ouvrage par l’Entrepreneur demeureront la propriété de l’Entrepreneur ou, s’ils sont fournis directement au Maître de l’Ouvrage ou par l’intermédiaire de l’Entrepreneur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs de matériaux, les droits d’auteur desdits matériaux demeureront la propriété de ladite tierce partie |
| 1.9 | Utilisation par l’Entrepreneur des documents du Maître d’Ouvrage  |
| 1.9.1 | Le Maître d’Ouvrage conserve les droits d’auteurs et autres droits de propriété intellectuelle sur les Spécifications, Dessins et autre documents produits par (ou pour le compte de) Le Maître de l’Ouvrage. L’Entrepreneur a le droit, à ses frais, de copier, utiliser ou obtenir communication de ces documents pour les besoins du Marché. L’Entrepreneur ne peut communiquer à une tierce partie de tels documents, qu’après avoir obtenu le consentement du Maître de l’Ouvrage, sauf dans la limite nécessaire aux besoins du Marché. |
| 1.10 | Renseignements confidentiels |
| 1.10.1 | Les personnels du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur divulgueront de telles informations confidentielles dans la mesure où cela est raisonnablement nécessaire afin de vérifier que l’Entrepreneur se conforme aux termes du Marché et permettre son exécution respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l’autre partie à l’Accord au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l’autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l’exécution ou la résiliation du Marché. Le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur respecteront le caractère confidentiel des détails du Marché sous réserves de leurs obligations contractuelles respectives et des obligations résultant du droit applicable. Ils ne publieront ni ne divulgueront des données concernant les Biens préparées par l’autre Partie sans l’accord préalable de ladite Partie. Cependant, l’Entrepreneur pourra divulguer toute information qui est disponible au public, ou toute information nécessaire pour justifier ses qualifications aux fins de concourir pour d’autres projets.  |
| 1.10.2 | Nonobstant les dispositions ci-dessus, l’Entrepreneur pourra donner à son(ses) sous-traitant(s) tout document, donnée et autre information qu’il recevra du Maître de l’Ouvrage dans la mesure nécessaire pour permettre au(x) sous-traitant(s) d’effectuer son travail conformément au Marché, auquel cas l’Entrepreneur demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l’engagement imposé à l’Entrepreneur en vertu de la présente clause. |
| 1.11 | Obligations légales |
| 1.11.1 | Dans le cadre de ses obligations contractuelles, l’Entrepreneur doit se conformer au Droit applicable.  |
| 1.11.2 | Sauf dispositions contraires dans le CCAP : |
|  | 1. le Maître de l’Ouvrage devra obtenir, à ses frais, tous les permis, autorisations et/ou licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales ou de toute autorité publique du pays du Maître de l’Ouvrage (i) qu’il lui incombe d’obtenir en son nom propre, (ii) pour pouvoir assurer l’exécution du Marché, y compris ceux nécessaires à l’Entrepreneur et au Maître de l’Ouvrage aux fins de leurs obligations contractuelles respectives ;
 |
|  | 1. l’Entrepreneur devra obtenir, à ses frais, tous les permis, autorisations et/ou licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales ou de toute autorité publique du pays du Maître de l’Ouvrage qu’il lui incombe d’obtenir en son nom propre pour pouvoir assurer l’exécution du Marché, y compris notamment, mais non exclusivement, les visas requis pour son personnel et celui des Sous-traitants, et les autorisations d’importation pour tout son équipement. Il devra acquérir les autres permis, autorisations et licences dont la responsabilité n’incombe pas au Maître de l’Ouvrage, conformément aux dispositions de la Clause 1.11.2(a) du CCAG, et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché. L’Entrepreneur devra indemniser et dédommager Le Maître de l’Ouvrage contre et de toutes les responsabilités, dommages et intérêts, pertes et dépenses de toute nature survenant ou résultant d’une infraction au droit par l’Entrepreneur et ses personnels, y compris les Sous-traitants et leurs personnels, sous réserves des dispositions de la clause 2.4.1 du CCAG.
 |
| 1.12 | Responsabilité conjointe et solidaire  |
| 1.12.1 | Si l’Entrepreneur est un groupement d’entreprises, un consortium ou une association (GECA) de deux ou plusieurs entreprises, ces entreprises seront conjointement et solidairement tenues envers Le Maître de l’Ouvrage de respecter les dispositions du Marché, sauf disposition contraire du CCAP, et devront désigner une de ces entreprises pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d’engager le GECA. La composition ou la constitution du GECA ne pourra être modifiée sans le consentement préalable du Maître de l’Ouvrage. |
| 1.13 | Inspection et vérification par le maître d’ouvrage |
| 1.13.1 | L’Entrepreneur permettra au maître d’ouvrage d’inspecter le Site et/ou les documents et pièces comptables relatifs à l’exécution du Marché et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par le maître d’ouvrage, si celle-ci le demande. |
| 1.13.2 | L’Entrepreneur conservera tous les documents et pièces comptables relatifs au Marché durant une période de trois (3) années suivant l’achèvement des Installations. L’Entrepreneur devra remettre tout document nécessaire à une investigation consécutive à une allégation de fraude, collusion, coercition ou corruption et exiger de ses employés ou agents ayant connaissance du Marché de répondre à toute question provenant de la Banque. |
| 1.14  | Fraude et corruption |
| 1.14.1 | Le maître d’ouvrage pour principe, dans le cadre des marchés qu’il finance, demande aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu’aux soumissionnaires et leurs agents (déclarés ou non), sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services ou fournisseurs ainsi que leur personnel, d’observer, lors de la passation et de l’exécution de ces marchés, les normes d’éthique les plus élevées. En vertu de ce principe, l’entrepreneur :  |
|  | (a) aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les termes suivants : (i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, quelque chose de valeur en vue d’influencer indûment l’action d’une autre partie(ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit ou s’abstient d’agir, ou dénature des faits, induit en erreur délibérément ou par imprudence ou cherche à induire en erreur une partie afin d’en tirer un avantage financier ou autre, ou de se soustraire à une obligation(iii) se livrent à des « manœuvres collusoires » des parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influençant indûment les actions d’autres parties ;(iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice directement ou indirectement à une partie ou à ses biens en vue d’influencer indûment les actions de ladite personne[[2]](#footnote-2);(v) se livre à des « manœuvres obstructives »(v.1) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément des éléments de preuve sur lesquels se fonde une enquête ou de faire des fausses déclarations aux enquêteurs afin d’entraver une enquête par le maître d’ouvrage sur des accusations liées à des faits de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion ; et/ou bien menace, harcèle ou intimide une personne dans le but de l’empêcher de révéler des informations relatives à cette enquête ou de l’empêcher de poursuite l’enquête ou(v.2) celui qui entrave délibérément l’exercice par le maître d’ouvrage de son droit d’examen et de vérification tel que prévu à la clause 1.13 [Inspection et vérification par le maître d’ouvrage].  |
|  | (b) rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché ou un des membres de son personnel ou ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés, est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché ;  |
|  | (c) déclarera la passation du marché non conforme et annulera la fraction du financement allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur ou d’un bénéficiaire des produits du financement s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché ou l’exécution du marché sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction du maître d’ouvrage, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’informer au maître d’ouvrage en temps utile lorsqu’ils ont eu connaissance desdites pratiques ;  |
|  | (d) sanctionnera l’entreprise ou le fournisseur, à tout moment, conformément aux procédures de sanctions en vigueur par le maître d’ouvrage**,** y compris en le/la déclarant publiquement, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, exclu i) de tout processus d’attribution des contrats financés par le maître d’ouvrage ; et ii) de toute possibilité d’être retenucomme sous-traitant, fournisseur, ou prestataire de services d’une entreprise qui est par ailleurs susceptible de se voir attribuer un marché financé par le maître d’ouvrage ; et  |
|  | (e) pourra exiger que le Dossier d’appel d’offres et les marchés financés par le pouvoir adjudicateur contiennent une clause demandant aux soumissionnaires, et à leurs agents, membres du personnel, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services ou fournisseurs, d’autoriser la Banque à examiner tous leurs comptes, registres et autres documents relatifs à la soumission des offres et à l’exécution du marché, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. |
| 2. | Objet du Marché |
| 2.1 | Etendue des prestations |
| 2.1.1 | Sous réserve de limitations expressément contraires figurant dans les Spécifications techniques, les obligations de l’Entrepreneur couvrent la Fourniture et pose d’équipements pour la remise en état de fonctionnement de la minicentrale de Bambadinca en Guinée-Bissau conformément aux, procédures, spécifications, et autres documents indiqués aux Spécifications techniques. |
| 2.1.2 | L’Entrepreneur devra, à l’exception de ce qui pourrait être exclu par le Marché, exécuter les travaux et assurer la fourniture d’articles et de matériels non expressément mentionnés au Marché mais que l’on peut raisonnablement déduire, à la lecture du Marché, comme nécessaires au bon achèvement des Installations, comme si ces travaux, articles et matériels étaient expressément mentionnés au Marché. |
| 2.2 | Dates de commencement et d’achèvement |
| 2.2.1 | L’Entrepreneur devra commencer les travaux dans la période fixée dans le **CCAP** et, sans préjudice de la Clause 5.1.2 du CCAG ; l’Entrepreneur devra par la suite poursuivre l’exécution les travaux conformément au calendrier d’exécution indiqué à l’annexe correspondante (Calendrier de l’exécution) de l’Acte d’engagement. |
| 2.2.2 | L’Entrepreneur devra achever les Installations dans le délai imparti par le maître d’ouvrage.  |
| 2.3 | Responsabilités de l’Entrepreneur |
| 2.3.1 | L’Entrepreneur devra installer et achever les Installations avec toute la diligence et le soin requis conformément au Marché. |
| 2.3.2 | L’Entrepreneur confirme qu’il a conclu le présent Marché après avoir examiné les informations relatives aux Installations (y compris toutes les données concernant les tests de sondage) fournies par Le Maître de l’Ouvrage, et toutes les informations qu’il pourra avoir obtenues grâce à une inspection visuelle du site (si celui-ci était accessible) et toutes autres informations déjà disponibles relatives aux installations vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt des offres. L’Entrepreneur reconnaît qu’un manque de connaissance de sa part de ces données et informations ne le dégagera pas de la responsabilité qui lui incombe d’estimer correctement la difficulté ou le coût de la bonne exécution des Installations. |
| 2.3.3 | L’Entrepreneur devra obtenir tous les permis, autorisations et licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales du pays d’emplacement du site, que l’Entrepreneur doit obtenir en son nom propre auprès des administrations ou services publics et qui sont nécessaires pour l’exécution du Marché, y compris, cette liste n’étant pas limitative, les visas du personnel de l’Entrepreneur et des sous-traitants et les autorisations d’importer les équipements de l’Entrepreneur. Il devra acquérir les autres permis, autorisations et licences dont la responsabilité n’incombe pas au Maître de l’Ouvrage en vertu de la Clause 10.3 du CCAG et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché. |
| 2.3.4 | L’Entrepreneur devra respecter le droit en vigueur dans le pays où les installations sont situées et où il exécute ses services de montage. Ce droit comprend les réglementations nationales, régionales, locales ou autres, relatives à l’exécution du Marché, et qui sont applicables à l’Entrepreneur. L’Entrepreneur devra indemniser et garantir Le Maître de l’Ouvrage contre toute responsabilité, dommage, réclamation, amende, pénalité et frais de toute nature entraînée par ou résultant de la violation par l’Entrepreneur ou par son personnel, y compris les sous-traitants et leur personnel, de ces lois, mais sans préjudice de la Clause 10.1 du CCAG. |
| 2.3.5 | Les matériels, les équipements, matériaux et services qui seront incorporés dans ou sont nécessaires aux Installations et les fournitures, quels qu’ils soient, auront une origine conforme à la Clause 1 du CCAG. |
| 2.3.6 | L’Entrepreneur autorisera le maître d’ouvrage et/ou toute personne désignée par elle à inspecter le Site et à examiner les documents et pièces comptables relatives à l’exécution du marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par le maître d’ouvrage. |
| 2.3.7 | Si l’Entrepreneur est un groupement d’entreprises, un consortium ou une association (GECA) de deux ou plusieurs entreprises, ces entreprises seront conjointement et solidairement tenues envers Le Maître de l’Ouvrage de respecter les dispositions du Marché, sauf disposition contraire du CCAP, et devront désigner une de ces entreprises pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d’engager le GECA. La composition ou la constitution du GECA ne pourra être modifiée sans le consentement préalable du Maître de l’Ouvrage. |
| 2.4 | Responsabilités du Maître de l’Ouvrage  |
| 2.4.1 | Le Maître de l’Ouvrage devra s’assurer de l’exactitude de toutes les informations et données qu’il convient de fournir à l’Entrepreneur ainsi qu’elles sont décrites à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l’Ouvrage) de l’Acte d’engagement, sous réserve de dispositions contraires figurant au Marché. |
| 2.4.2 | Le Maître de l’Ouvrage sera responsable de l’acquisition et de la mise à disposition de la possession légale et physique du site ainsi que son accès, de la possession, de l’utilisation et de l’accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché, y compris tous les droits de passage correspondants, comme l’indique l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l’Ouvrage) de l’Acte d’engagement. Il devra donner totale possession et accorder tout droit d’accès au site à ou avant la ou les dates fixées dans la même annexe. |
| 2.4.3 | Le Maître de l’Ouvrage devra obtenir et payer les permis, autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales du pays d’emplacement du site, que le Maître de l’Ouvrage doit obtenir au nom de l’Entrepreneur auprès des administrations et services publics et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché (y compris ceux requis pour l’exécution par l’Entrepreneur comme par Le Maître de l’Ouvrage des obligations qui leur incombent respectivement en vertu du Marché), précisés à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l’Ouvrage ) de l’Acte d’engagement. |
| 2.4.4 | En cas de demande de l’Entrepreneur, Le Maître de l’Ouvrage fera tout son possible pour l’aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l’exécution du Marché requis par ces organismes pour l’Entrepreneur, ses sous-traitants ou le personnel de l’Entrepreneur ou de ses sous-traitants selon les cas. |
| 2.4.8 | Dans le cas où Le Maître de l’Ouvrage ne se conforme pas à ses obligations dans le cadre de la présente Clause, le coût additionnel de l’Entrepreneur en résultant sera déterminé par le Représentant du Maître d’Ouvrage et ajouté au Montant du Marché. |

. 3- Paiement

|  |  |
| --- | --- |
| 3.1 | Montant du Marché |
| 3.1.1 | Le montant du Marché sera le prix fixé à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement. |
| 3.1.2 | Sauf mention contraire dans le CCAP, le montant du Marché sera une somme forfaitaire fixe ne pouvant faire l’objet de modifications que dans le cas de modifications des Installations ou conformément aux dispositions spécifiques du Marché. |
| 3.1.3 | Sous réserve des Clauses 2.3.2, 2.4.1, et 6.5 du CCAG, l’Entrepreneur sera réputé s’être assuré par lui-même de l’exactitude et du caractère suffisant du montant du Marché, lequel devra, sauf disposition contraire du Marché, couvrir toutes les obligations qui lui incombent en vertu du Marché. |
| 3.2 | Conditions de paiement |
| 3.2.1 | Le montant du Marché sera payé conformément à ce qui est prévu à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement. La procédure à suivre pour les demandes de paiement et les paiements sera celle indiquée dans la même annexe. |
| 3.2.2 | Aucun paiement effectué par Le Maître de l’Ouvrage en vertu des présentes ne sera réputé valoir acceptation par Le Maître de l’Ouvrage ou de toute(s) partie(s) de celui-ci. |
| 3.2.3 | Dans l’éventualité où Le Maître de l’Ouvrage n’effectuerait pas un paiement dû à sa date d’exigibilité, ou dans la période fixée par le Marché, Le Maître de l’Ouvrage sera tenu de payer à l’Entrepreneur des intérêts sur le montant de cet arriéré au taux figurant à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement pour toute la période de retard jusqu’au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou après un jugement ou une sentence arbitrale. |
| 3.3 | Garanties |
| 3.3.1 | Emission des garantiesL’Entrepreneur devra fournir les garanties décrites ci-après en faveur du Maître de l’Ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après. |
| 3.3.2 | Garantie de restitution d’avanceDans les vingt-huit (28) jours suivant la notification de l’attribution du Marché, l’Entrepreneur devra fournir une garantie d’un montant égal à l’avance calculée conformément à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement et dans la ou les mêmes monnaies. |
| 3.3.3 | Garantie de bonne exécutionDans les vingt-huit (28) jours à compter de la notification du Marché, l’Entrepreneur devra fournir une garantie pour la bonne exécution du Marché pour le montant fixé dans le CCAP. |
| 3.3.4 | Sous réserve des dispositions de l'article 5.3 des IS, le Maître de l'ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire dont l'offre est évaluée comme étant la moins chère, techniquement acceptable, et qui est réputée satisfaire pleinement aux critères techniques du Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire soit également réputé qualifié pour exécuter le marché de manière satisfaisante. |
| 3.3.5 | Sauf disposition contraire du CCAP, la période de garantie sera automatiquement réduite de moitié à la date de la réception opérationnelle, trois cent soixante-cinq (365) jours après la réception opérationnelle des Installations, à condition toutefois que, si la période de garantie a été prolongée pour une partie des Installations conformément à la Clause 5.2.8 du CCAG. Le Constructeur émettra une garantie supplémentaire d'un montant égal au montant du Marché pour cette partie. La garantie sera restituée au Bâtisseur immédiatement après son expiration, sous réserve toutefois, dans le cas où le Bâtisseur, en vertu de la Clause 5.2.10 du CCAG, a une obligation d'extension de garantie, d'une extension de la garantie de bonne exécution pour la période spécifiée dans le CCAP conformément à la Clause 5.2.10 du CCAG et pour le montant spécifié dans le CCAP. |
| 3.3.6 | Le Maître d'ouvrage ne peut faire valoir la garantie de bonne exécution que pour les montants auxquels il a droit en vertu du Contrat. Le Maître de l'ouvrage devra indemniser et dégager le Promoteur de tout dommage, perte ou dépense (y compris les coûts et les honoraires d'avocat) résultant de la réclamation au titre de la garantie de bonne exécution dans la mesure où le Maître de l'ouvrage n'était pas en droit de faire cette réclamation. |
| 3.4 | Impôts et taxes |
| 3.4.1 | Sauf disposition contraire du Contrat, l’entrepreneur supportera et paiera tous les droits, taxes, prélèvements et charges imposés au l’entrepreneur, à ses sous-traitants ou à leurs employés par toute autorité locale, régionale ou nationale en rapport avec les Installations dans le pays où se trouve le site ou à l'étranger. |
| 3.4.2 | Si le constructeur bénéficie d'exonérations, de réductions, d'abattements ou de privilèges fiscaux dans le pays où se trouve le site, le maître d'ouvrage doit faire ses meilleurs efforts pour permettre au constructeur de profiter pleinement de ces exonérations, réductions, abattements ou privilèges. |

.4. \_ Montage des Installations

|  |  |
| --- | --- |
| 4.14.1.1 | Représentants Représentant du maître d’ouvrage Une fois la notification du marché, le maître d’ouvrage désignera avant le démarrage des activités sur le terrain son représentant qui travaillera en harmonie avec l’entrepreneur.L’entrepreneur est tenu de respecter et de prendre en compte toutes les recommandations et suggestion du représentant du maître d’ouvrage.Toutes les notifications, instructions, ordres, certificats, autorisations et autres communications donnés en vertu du Marché émaneront du représentant du maître d’ouvrage.Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par l’Entrepreneur au Maître de l’Ouvrage en vertu du Marché seront remis au représentant du maître d’ouvrage. |
| 4.1.2 | Représentant de l’Entrepreneur et Directeur des travauxUn fois l’entrepreneur reçoit la notification du marché, il doit aviser le maître d’ouvrage de son représentant.Le représentant sera l’interlocuteur entre le maître d’ouvrage et l’entrepreneur. Néanmoins le maître d’ouvrage se réserve le libre choix d’approuver ou non le représentant que l’entrepreneur a proposé. En cas de refus, le maître d’ouvrage est tenu de donner les raisons de ce refus à l’entrepreneur. |
| 4.1.3 | Le Représentant de l’Entrepreneur représentera l’Entrepreneur et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la période de validité du Marché et il donnera au Représentant du Maître d’Ouvrage toutes informations et autres communications de l’Entrepreneur en vertu du Marché.Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par Le Maître de l’Ouvrage ou son représentant à l’Entrepreneur en vertu du Marché seront remis au Représentant de l’Entrepreneur ou, en son absence, à son adjoint.L’Entrepreneur ne révoquera pas son Représentant sans le consentement écrit préalable du Maître de l’Ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable. Si Le Maître de l’Ouvrage y consent, l’Entrepreneur nommera une autre personne représentant de l’Entrepreneur conformément à la procédure décrite dans la Clause 4.1.2 du CCAG. |
| 4.1.4 | Le Représentant de l’Entrepreneur a la faculté, sous réserve du consentement du Maître de l’Ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable, de déléguer à tout moment à toute personne tout pouvoir, fonction ou autorité dont il est investi. Cette délégation peut être révoquée à tout moment. Cette délégation ou révocation fera l’objet d’un avis préalable écrit signé par le Représentant de l’Entrepreneur, et qui spécifie les pouvoirs, fonctions et autorités ainsi délégués ou révoqués. Cette délégation ou révocation sera sans effet tant qu’une copie de l’avis notifiant ladite délégation ou révocation n’aura pas été remise au Maître de l’Ouvrage.Tout acte ou l’exercice par une quelconque personne de pouvoirs, fonctions et autorités qui lui ont ainsi été déléguées conformément à cette Clause 4.1.4 du CCAG, sera réputé avoir été effectué ou exercé par le Représentant de l’Entrepreneur. |
| 4.1.5 | A partir du commencement du montage des Installations sur le site et jusqu’à l’achèvement des Installations, le Représentant de l’Entrepreneur nommera une personne appropriée en qualité de directeur des travaux (ci-après désigné en tant que « Directeur des travaux »). Le Directeur des travaux supervisera tous les travaux effectués sur le site par l’Entrepreneur et il sera présent sur le site pendant les heures de travail normales, sauf en cas de congé, de maladie ou d’absence pour des raisons liées à la bonne exécution du Marché. Toutes les fois où le Directeur des travaux serait absent du site, une personne appropriée sera nommée pour le remplacer en qualité d’adjoint. |
| 4.1.6 | Le Maître de l’Ouvrage a la faculté, par notification à l’Entrepreneur, de contester le choix d’un quelconque représentant ou personne employé(e) par l’Entrepreneur dans l’exécution du Marché et dont Le Maître de l’Ouvrage a raisonnablement lieu de penser qu’il se conduit mal, est incompétent, négligent ou commet une violation grave aux règlements du site édictés en vertu de la Clause 4.6.20 du CCAG. Le Maître de l’Ouvrage en fournira la preuve et en conséquence l’Entrepreneur retirera cette personne du chantier. |
| 4.1.7 | Si un représentant ou personne employé(e) par l’Entrepreneur est retiré du chantier conformément aux dispositions de la Clause 4.1.6 du CCAG, l’Entrepreneur nommera rapidement un remplaçant, si Le Maître de l’Ouvrage l’estime nécessaire. |
| 4.2 | Programme des travaux |
| 4.2.1 | Organisation de l’EntrepreneurDans les vingt et un (21) jours suivant la date d’entrée en vigueur, l’Entrepreneur fournira au Maître de l’Ouvrage et au Chef de Projet un organigramme montrant l’organisation proposée par l’Entrepreneur pour la réalisation des Installations, y compris l’identité du personnel dirigeant ainsi que le curriculum vitae des personnes qui seront employées. L’Entrepreneur informera rapidement par écrit Le Maître de l’Ouvrage et son représentant de toute révision ou modification de cet organigramme. |
| 4.2.2 | Programme d’exécutionDans les vingt-huit (28) jours suivant la date de signature du Marché, l’Entrepreneur préparera et soumettra au représentant du Maître d’ouvrage un programme détaillé d’exécution du Marché en montrant l’ordre selon lequel il propose réaliser les travaux.  |
| 4.2.3 | Rapport d’avancementL’Entrepreneur assurera le suivi de l’avancement de toutes les activités, spécifiées dans le programme visé à la Clause 4.2.2 ci-dessus, et il remettra toutes les semaines un rapport d’avancement au Représentant du maître d’ouvrage. Le rapport hebdomadaire comportera, en cas de retard sur le programme d’une activité quelle qu’elle soit, des commentaires et une description des conséquences probables de ce retard ainsi que des mesures correctives adoptées. |
| 4.2.4 | Avancement de l’exécutionSi, à un moment quelconque, la progression effective des travaux de l’Entrepreneur prend du retard sur le programme visé à la Clause 4.2.2 ci-dessus, ou s’il devient manifeste qu’elle prendra du retard, l’Entrepreneur préparera et soumettra à la demande du Maître de l’Ouvrage ou son représentant un programme révisé tenant compte des circonstances. |
| 4.2.5 | Procédures de travailLe Marché sera exécuté conformément aux documents contractuels et aux procédures spécifiés dans la section, Modèles de Documents et Procédures des documents contractuels. L’Entrepreneur peut exécuter le Marché selon ses propres plans et procédures standard d’exécution du projet dans la mesure où ceux-ci ne sont pas contraires aux stipulations du Marché. |
| 4.5 | Acquisition des Equipements |
| 4.5.1 | EquipementsSous réserve des dispositions de la Clause 3.4.1 du CCAG, l’Entrepreneur fabriquera ou se procurera et assurera le transport sur site de tous les équipements de manière diligente et en bon ordre. |
| 4.5.2 | TransportL’Entrepreneur acheminera jusqu’au Site à ses propres risques et frais tous matériels et équipements, et tous les équipements de l’Entrepreneur par le mode de transport que l’Entrepreneur jugera le plus approprié au vu des circonstances. |
| 4.5.3 | Sauf disposition contraire du Marché, l’Entrepreneur sera en droit de choisir tout mode de transport sûr et transporteur pour acheminer les matériels et équipements et les équipements de l’Entrepreneur. |
| 4.5.4 | Dès l’expédition de chaque cargaison de matériels et équipements, de l’Entrepreneur, ce dernier devra avertir Le Maître de l’Ouvrage par moyens électroniques de la désignation des matériels et des équipements de l’Entrepreneur, du point de départ, du mode d’expédition, et du point et du lieu d’arrivée dans le pays ainsi que sur le site. L’Entrepreneur devra fournir au Maître de l’Ouvrage tous bordereaux d’expédition appropriés, et fiches techniques à convenir entre les parties. |
| 4.5.5 | L’Entrepreneur sera responsable de l’obtention, si nécessaire, des autorisations auprès des autorités compétentes pour le transport, sur le site, des matériels. Le Maître de l’Ouvrage fera à temps et de manière diligente tout ce qui est en son pouvoir pour aider l’Entrepreneur à obtenir ces autorisations, si l’Entrepreneur le demande. L’Entrepreneur garantira et indemnisera Le Maître de l’Ouvrage contre toute réclamation pour dommages causés aux routes, ponts ou à toutes autres infrastructures de transport qui pourraient être causés par le transport, sur le site. |
| 4.5.6 | DédouanementL’Entrepreneur devra à ses propres frais assurer la manutention de tous les matériels et équipements jusqu’au(x) point(s) d’importation, et effectuer toutes formalités de dédouanement, sous réserve des obligations du Maître de l’Ouvrage, et si les lois ou règlements en vigueur exigent qu’une demande ou un acte soit fait par ou au nom du Maître de l’Ouvrage, Le Maître de l’Ouvrage devra prendre toutes mesures nécessaires pour respecter ces lois ou règlements.  |
| 4.6 | Mise en service et réception opérationnelles |
| 4.6.1 | Mise en service opérationnelleL’Entrepreneur entreprendra la mise en service opérationnelle des Installations ou de toute partie de celles-ci immédiatement après l’établissement par le représentant du maître d’ouvrage du certificat d’achèvement ou immédiatement après que les Installations ou la partie en question auront été réputées achevées. |
| 4.6.2 | Essai de conformité et de garanties opérationnelles (« Essai de garantie »)L’essai de garantie (et ses répétitions) devra être réalisé par l’Entrepreneur pendant la mise en service opérationnelle des Installations, afin de déterminer si les Installations peuvent atteindre les garanties opérationnelles spécifiées dans les Spécifications techniques. Le personnel de l’Entrepreneur et celui du maître d’ouvrage devront être présents à la réalisation de cet essai de garantie. Le Maître de l’Ouvrage devra fournir sans délai à l’Entrepreneur toutes les informations que ce dernier pourra raisonnablement exiger en relation avec la conduite et les résultats de l’essai de garantie. |
| 4.6.3 | Dès que la reception opérationnelle effectuée,l’entrepreneur pourra donner à tout moment au maître d’Ouvrage une notification demandant l’établissement d’un certificat de réception opérationnelle, revêtant la forme prévue dans le Dossier d’appel d’offres ou toute autre forme jugée acceptable par Le Maître de l’Ouvrage,. |

**5. Garanties et responsabilités**

|  |  |
| --- | --- |
| **5.1** | **Garantie du délai d’achèvement** |
| 5.1.1 | L’Entrepreneur garantit qu’il parviendra à l’achèvement des Installations dans le temps imparti par le maître d’ouvrage. |
| 5.1.2 | Si l’Entrepreneur ne parvient pas à l’achèvement des Installations ou de toute partie de celles-ci dans le délai d’achèvement, l’Entrepreneur devra payer au Maître de l’Ouvrage une pénalité de retard forfaitaire du montant spécifié dans le CCAP. Le montant total de cette pénalité de retard ne saurait en aucun cas excéder un maximum de 10% du montant de l’offre financière. Lorsque le « Maximum » est atteint, Le Maître de l’Ouvrage peut envisager de résilier le Marché. |
| **5.2** | **Garantie** |
| 5.2.1 | L’Entrepreneur garantit que les Installations ou toute partie de celles-ci seront exemptes de tous défauts de conception, d’ingénierie, de matériaux et de construction, à la fois en ce qui concerne les matériels et équipements installés et les travaux exécutés. |
| 5.2.2 | Dans le cas où un défaut de fabrication, d’ingénierie, entachant les équipements installés ou les travaux exécutés par l’Entrepreneur apparaîtrait pendant la période de garantie, l’Entrepreneur devra réparer, remplacer ou remettre en état à ses frais les équipements ou les travaux en question, et remédier à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations, après s’être concerté et entendu avec Le Maître de l’Ouvrage sur le moyen le plus approprié de remédier à ce défaut. Il est cependant entendu que l’Entrepreneur n’aura pas la responsabilité de réparer, remplacer ou remettre en état tous défauts ou dommages causés aux Installations, dès lors qu’ils découleraient ou résulteraient de l’une quelconque des causes suivantes :a) l’exploitation ou l’entretien inapproprié des Installations par Le Maître de l’Ouvrage, oub) l’exploitation des Installations dans des conditions en dehors des spécifications du Marché, ouc) l’usure normale. |
| 5.2.3 | Les obligations mises à la charge de l’Entrepreneur en vertu de la présente Clause 5.2 du CCAG ne s’appliquent pas aux études, spécifications ou autres données respectivement réalisées, fournies ou imposées par ou pour le compte du Maître de l’Ouvrage ou tout autre élément à l’égard duquel l’Entrepreneur a dégagé sa responsabilité . |
| 5.2.4 | Le Maître de l’Ouvrage devra adresser à l’Entrepreneur une notification précisant la nature du défaut, accompagnée de toutes les preuves disponibles établissant son existence, et ce sans aucun délai. Dès la découverte de ce défaut, Le Maître de l’Ouvrage devra donner à l’Entrepreneur toute latitude raisonnable pour inspecter ce défaut. |
| 5.2.5 | Le Maître de l’Ouvrage devra donner à l’Entrepreneur l’accès nécessaire aux Installations et au site pour lui permettre d’exécuter les obligations mises à sa charge par la présente Clause 5.2 du CCAG.L’Entrepreneur pourra, avec le consentement du Maître de l’Ouvrage, enlever du site les matériels et équipements défectueux ou toute partie défectueuse des Installations, si la nature du défaut et/ou du dommage causé par ce défaut aux Installations est telle que les réparations nécessaires ne peuvent pas être réalisées rapidement sur le site. |
| 5.2.6 | Si la nature de la réparation, du remplacement ou de la remise en état est telle qu’elle peut affecter le rendement des Installations ou d’une partie de celles-ci, Le Maître de l’Ouvrage pourra adresser à l’Entrepreneur une notification exigeant qu’il réalise des essais sur les Installations défectueuses, immédiatement après avoir achevé ces travaux correctifs, moyennant quoi l’Entrepreneur devra réaliser ces essais.Dans le cas où la partie en question des Installations ne subirait pas ces essais avec succès, l’Entrepreneur devra réaliser les travaux supplémentaires de réparation, de remplacement ou de remise en état (selon le cas) qui pourront être nécessaires, jusqu’à ce que cette partie des Installations subisse ces essais avec succès. Les essais seront définis d’un commun accord entre Le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur. |
| 5.2.7 | Si l’Entrepreneur n’entreprend pas les travaux nécessaires afin de remédier à ce défaut ou à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations dans un délai raisonnable (qui ne saurait en aucun cas être inférieur à quinze (15) jours), Le Maître de l’Ouvrage pourra procéder lui-même à ces travaux, après avoir adressé une notification à l’Entrepreneur, et, dans une limite raisonnable, les coûts encourus par Le Maître de l’Ouvrage en relation avec ces travaux devront lui être payés par l’Entrepreneur ou pourront être déduits par Le Maître de l’Ouvrage de toutes sommes dues à l’Entrepreneur ou réclamées en vertu de la garantie de bonne exécution. |
| 5.2.8 | Si les Installations ou une partie de celles-ci ne peuvent pas être utilisées en raison de ce défaut et/ou des travaux destinés à remédier à ce défaut, la période de garantie des Installations ou de cette partie, selon le cas, sera prolongée d’une période égale à celle pendant laquelle les Installations ou cette partie ne pourra pas être utilisée par Le Maître de l’Ouvrage, pour l’une ou l’autre des raisons précitées. |
| 5.2.9 | Excepté dans les conditions stipulées par les Clauses 5.2 et 5.4 du CCAG, l’Entrepreneur n’assumera aucune responsabilité, que ce soit en vertu du Marché ou du droit applicable, au titre des défauts entachant les Installations ou une de ses parties ou les matériels et équipements, l’ingénierie ou les travaux exécutés par lui, qui apparaîtraient après l’achèvement des Installations ou d’une de ses parties, à moins que ces défauts n’aient été causés par une négligence coupable, une fraude, un acte délictueux ou une faute lourde de l’Entrepreneur. |
| 5.2.10 | En outre, les parties des installations identifiées dans le CCAP seront couvertes par une garantie étendue durant la période indiquée dans le CCAP. Ces obligations de l’Entrepreneur sont additionnelles aux obligations résultant de la période de garantie définie à la Clause 5.2.2 du CCAG.  |
| **5.3** | **Garanties opérationnelles** |
| 5.3.1 | L’Entrepreneur garantit que les Installations et toutes ses parties atteindront les garanties de performance spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement, lors de la réalisation de l’essai de garantie, dans les conditions stipulées dans le Marché. |
| 5.3.2 | Si, pour des raisons imputables à l’Entrepreneur, les garanties opérationnelles spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement n’atteignent pas le niveau garanti, en totalité ou en partie, l’Entrepreneur devra, à ses frais, apporter aux Installations ou ses parties les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre au minimum le niveau garanti de ces garanties opérationnelles. L’Entrepreneur devra adresser une notification au Maître de l’Ouvrage lorsqu’il aura fini d’apporter les changements, modifications et/ou adjonctions nécessaires, et il demandera au Maître de l’Ouvrage de procéder à un nouvel essai de garantie, jusqu’à ce que le niveau garanti ait été atteint. Si l’Entrepreneur n’arrive pas à atteindre le niveau minimum de garanties opérationnelles, Le Maître de l’Ouvrage peut envisager de résilier le Marché. |
| 5.3.3 | Si, pour des raisons imputables à l’Entrepreneur, les garanties opérationnelles spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement ne sont pas atteintes, en totalité ou en partie, mais que le niveau minimum des garanties opérationnelles spécifiées dans la même annexe est atteint, l’Entrepreneur devra, au choix du Maître d’Ouvrage :a) soit apporter aux Installations ou à toute partie de celles-ci, à ses frais, les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre les garanties opérationnelles, et demander au Maître de l’Ouvrage de procéder à un nouvel essai de garantie ;b) soit payer au Maître de l’Ouvrage une indemnité forfaitaire pour non-respect des garanties opérationnelles, conformément à l’annexe mentionnée ci-dessus. |
| 5.3.4 | Le paiement de l’indemnité forfaitaire visée à la Clause 5.3.3 ci-dessus, à concurrence du plafond indiqué dans l’annexe (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement, satisfera intégralement les obligations de garantie mises à la charge de l’Entrepreneur en vertu de la Clause 5.3.1 ci-dessus et de toute autre disposition correspondante ou équivalente du Marché, moyennant quoi l’Entrepreneur n’aura plus aucune responsabilité envers Le Maître de l’Ouvrage à ce titre. Dès le paiement de cette indemnité forfaitaire par l’Entrepreneur, le Maître d’Ouvrage devra établir le certificat de réception opérationnelle pour les Installations ou la partie en question ayant donné lieu au paiement de cette indemnité forfaitaire. |
| **5.5** | **Limite de responsabilité** |
| 5.5.1 | Excepté en cas de dol ou de faute lourde :a) l’Entrepreneur n’encourra aucune responsabilité envers Le Maître de l’Ouvrage, que ce soit sur le fondement de la responsabilité contractuelle, quasi délictuelle ou autrement, à raison des pertes ou dommages indirects, tels que perte d’usage, perte de production, perte de profits, ou de frais financiers, étant entendu que cette exclusion de responsabilité ne s’appliquera pas à l’obligation de l’Entrepreneur de payer une pénalité de retard au Maître de l’Ouvrage ; etb) la responsabilité totale que l’Entrepreneur peut assumer envers Le Maître de l’Ouvrage en vertu du Marché ne saurait excéder le montant résultant de l’application du multiplicateur indiqué au CCAP au Montant du Marché, ou si un tel multiplicateur n’est pas ainsi indiqué, au Montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s’appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement des équipements défectueux, ni à l’obligation de l’Entrepreneur d’indemniser Le Maître de l’Ouvrage en cas de contrefaçon de brevet. |

# **Section VIII. Cahier des clauses administratives particulières**

Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui suit précise le Cahier des clauses administratives générales (CCAG). Lorsqu’il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG.

|  |
| --- |
| **1. Dispositions générales** |
| CG **1.1.2.2** | Le propriétaire du projet est : **CEREEC (CENTRE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET L’EFFICACITE ENERGETIQUE DE LA CEDEAO)** |
| CG **1.1.2.4** | Le Maître d’ouvrage est KYA-Energy Group***Adresse*** 08 BP 81101 AGOENYIVE, LOGOPE Numéro de téléphone : +228 70 45 34 81/+228 99 99 93 80 |
| CG **1.1.2.7** | Comité de Règlement des Différends (CRD) sera composé d’un seul membreNom du (des) membres du CRD : ***CEREEC*** |
| CG **1.1.2.8** | Le Bénéficiaire est : Le Gouvernement de la Guinée-Bissau  |
| CG **1.1.6.6** | Le Site du Projet est : La minicentrale de Bambadinca en Guinée-Bissau |
| CG **1.3.1(a)**  | Le système de communications est : *par écrit et remises en main propre (contre reçu), par la poste, courrier spécial, transmission électronique* |
| CG **1.3.1(b)** | Aux fins de **notification**, l’adresse du Maître de l’Ouvrage est : info@kya-energy.com |
| CG**1*.*4.1** | Le droit applicable est celui de : *Guinée Bissau*La langue du Marché est: *français*La langue de communication est: ***français, portugais ou anglais*** |
| CG **1.6.1** | Le délai maximal pour signer l’Acte d’engagement, après que l’Entrepreneur aura reçu la Lettre de Notification sera de: ***28 jours*** |
| CG **1.11.2(a)** | Les permis et autorisations à obtenir par Le Maître de l’Ouvrage sont: ***Sans objet*** |
| CG **1.11.2(b)** | Les autres permis, autorisations licences à obtenir par l’Entrepreneur à ses frais sont : ***sans objet***  |
| CG **1.12.1** | Les partenaires d’un groupement d’entreprises, consortium ou association ***seront*** solidairement responsables.  |
| **2.1 Etendue des prestations (pièces de rechange)** |
| CG **2.1.3 :** | L’Entrepreneur convient de fournir des pièces de rechange pendant une période (exprimée en années) de :1 an. |
| **2.2 Dates de commencement et d’achèvement** |
| CG **2.2.1** | L’Entrepreneur commencera les travaux concernant l’assistance technique des Installations dans un délai de **30** jours à partir de la date d’entrée en vigueur servant à déterminer la date d’achèvement précisée dans l’Acte d’engagement. |
| CG **2.2.2** | Les ouvrages seront terminés dans le Délai d’achèvement de **3 mois** à partir de la date d’entrée en vigueur servant à déterminer la date d’achèvement précisée dans l’Acte d’engagement. |
| **2.3 Responsabilité de l’Entrepreneur** |
| CG 2.3.7 | Les partenaires d’un groupement d’entreprises, consortium ou association seront  solidairement responsables.  |
| **3.1 Montant du Marché** |
| CG **3.1.2** | Le montant du Marché sera révisé conformément aux clauses de l’annexe correspondante (Révision de prix) de l’Acte d’engagement. **Non applicable** |
|  **3.3 Garanties** |
| CG **3.3.3** | Le montant de la garantie de bonne exécution pour les Installations ou pour la partie des Installations pour laquelle une Date d’achèvement différente a été spécifiée est de : **5 %** |
| CG **3.3.4** | La garantie de bonne exécution sera fournie sous la forme d’une **Garantie bancaire**, dont le modèle figure dans ce Dossier d’appel d’offres dans la Section IX Formulaires du Marché. |
| CG **3.3.5** | La garantie de bonne exécution ne sera pas réduite à la date de réception opérationnelle. |
| **4.6 Montage** |
| CG **4.6.7** | Horaire de travail :Les heures normales de travail sont : **07h à 18H** |
| CG **4.6.10** | Funérailles :**Sans objet** |
| **4.9 Mise en service et réception opérationnelles** |
| CG **4.9.5** | L’essai de garantie des Installations devra être réalisé avec succès dans les **trente (30)** jours suivant la Date d’achèvement. |
| **5.1 Garantie du délai d’achèvement** |
| CG **5.1.2** | Pénalité de retard applicable : **(0,5%) par semaine**Montant maximum de la pénalité de retard. : **dix pourcent (10%) du montant du Marché** |
| CG **5.1.3** | Aucune prime ne sera accordée en cas d’achèvement des Installations ou parties de celles-ci avant la date contractuelle. |
| **5.2 Garantie** |
| CG **5.2.2** | **Sans objet.** |
| CG **5.2.10** | Au moins 1 an  |
| **5.5 Limite de responsabilité** |
| CG **5.5.1** | Sans objet |
| **8.2 Litiges et arbitrage** |
| CG **8.2.5** | Sans objet |

# **Section IX. Formulaires du marché**

Modèle de Lettre de Notification

*[Papier à en-tête du Maître de l’Ouvrage]*

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Sujet : [*Notification de l’attribution du marché no*]

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du **[date]** pour l’exécution de **[nom du projet et travaux spécifiques tels qu’ils sont présentés dans le CCAP***]* pour le montant du Marché de **[insérer le(s) montant(s) en lettres et en chiffres]**, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution du montant de **[insérer le(s) montant(s) en lettres et en chiffres]** dans les 28 jours, conformément au CCAG et au CCAP, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section IX, Formulaires du marché.

Veuillez agréer, Messieurs, l’expression de notre considération distinguée.

*[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom du Maître de l’Ouvrage]*

Pièce jointe : Acte d’Engagement

Modèle d’Acte d’engagement

MARCHE conclu le jour du 20 .

ENTRE

1) *[nom du Maître de l’Ouvrage ]*, société de droit, *[nom du pays du Maître de l’Ouvrage ]*, ayant son siège social à *[adresse du Maître de l’Ouvrage ]* (ci-après dénommée « Le Maître de l’Ouvrage »), et

2) *[nom de l’Entrepreneur]*, société de droit, *[nom du pays de l’Entrepreneur]*, ayant son siège social à *[adresse de l’Entrepreneur]* (ci-après dénommée « l’Entrepreneur »)

ATTENDU que Le Maître de l’Ouvrage souhaite confier à l’Entrepreneur, …………………………………………. (ci-après dénommée « l’Installation ») :

et que l’Entrepreneur a indiqué l’accepter dans les termes et conditions ci-après précisés,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

|  |  |
| --- | --- |
| **Article 1.****Documents contractuels** | 1.1 Documents contractuels (Référence Clause 1.5 du CCAG)Les documents suivants constitueront le Marché passé entre Le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur, et chacun de ces documents devra être considéré comme faisant partie intégrante du Marché :a) Le présent Acte d’engagement.b) Le formulaire d’offre et les bordereaux de prix remis par l’Entrepreneurc) Le Cahier des Clauses Administratives Particulièresd) Le Cahier des Clauses Administratives Généralese) Les Spécifications f) Les autres formulaires complété joints à l’offre du soumissionnaireg) Les autres documents figurant dans les exigences du Maître de l’Ouvrage h) *Tout autre document éventuel sera indiqué ici*1.2 Ordre de Priorité (Référence Clause 1.5 du CCAG) En cas d’ambiguïté ou de confit entre les documents contractuels repris ci-dessus, l’ordre de priorité sera celui dans lequel ils sont repris à l’Article 1.1 ci-dessus.1.3 Définitions (Référence Clause 1.1 du CCAG)Les mots et expressions commençant par une lettre majuscule auront la signification définie dans le Cahier des Clauses Administratives Générales. |
| **Article 2.****Montant du Marché et conditions de paiement**  | 2.1 Montant du Marché (Référence Clause 3.1 du CCAG)Le Maître de l’Ouvrage s’engage par les présentes à payer à l’Entrepreneur le montant du Marché en échange de l’exécution par l’Entrepreneur de ses obligations au titre du Marché. Le montant total du Marché est de : **[insérer les montants en diverses monnaies en lettres et en chiffres]** comme indiqué dans le Bordereau des Prix No 5 (Récapitulatif), ou toute autre somme déterminée en conformité avec les termes et conditions du Marché.2.2 Conditions de paiement (Référence Clause 3.2 du CCAG)Les conditions et procédures de paiement de l’Entrepreneur par Le Maître de l’Ouvrage font l’objet de l’annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement).Le Maître de l’Ouvrage donnera instruction à sa banque d’ouvrir un crédit documentaire irrévocable en faveur de l’Entrepreneur dans une banque du pays de l’Entrepreneur. Le crédit sera d’un montant de **[insérer un montant égal au total du Bordereau des Prix moins le montant de l’avance versée au titre des Equipements et à importer]***,* et sera soumis aux usages et pratiques des crédits documentaires, édition révisée 1993, ICC Publication No 500.Dans le cas où le montant payable en accord avec le Bordereau de prix est modifié conformément à la Clause 3.1.2 du CCAG, ou de tout autre terme du Marché, Le Maître de l’Ouvrage devra prendre les dispositions nécessaires pour amender le crédit documentaire en conséquence. |
| **Article 3.****Date d’entrée en vigueur pour la détermination de la Date d’achèvement** | 3.1 Date d’entrée en vigueur (Référence Clause 1.1 du CCAG)La Date d’achèvement des Installations sera déterminée en fonction de la date à laquelle toutes les conditions suivantes auront été remplies :a) le présent Acte d’engagement a été dûment signé pour le compte de et au nom Le Maître de l’Ouvrage et de l’Entrepreneur ;b) l’Entrepreneur a soumis à l’approbation du Maître de l’Ouvrage les garanties de bonne exécution et de restitution d’avance de démarrage ;c) Le Maître de l’Ouvrage a payé l’avance de démarrage à l’Entrepreneur ;d) l’Entrepreneur a été avisé que le crédit documentaire mentionné à l’Article 2.2 ci-dessus a été ouvert en sa faveur ;Chacune des Parties fera de son mieux pour satisfaire aux conditions ci avant qui relèvent de sa responsabilité dans le meilleur délai possible.3.2 Si le Marché n’est pas entré en vigueur selon les termes ci-dessus dans les deux (2) mois suivant la date de notification du présent Marché pour des raisons indépendantes de l’Entrepreneur, les parties étudieront et se mettront d’accord sur un ajustement équitable du Montant du Marché, de la Date d’achèvement et de toute autre condition pertinente du Marché. |
| **Article 4. Communications** | 4.1 L’adresse du Maître de l’Ouvrage pour les notifications, en application de la Clause 1.3 du CCAG est : **[insérer l’adresse complète et le téléphone, télex, télécopie et courriel]**4.2 L’adresse de l’Entrepreneur pour les notifications, en application de la Clause 1.3 du CCAG est : **[insérer l’adresse complète et le téléphone, télex, télécopie et courriel]** |
| **Article 5.****Annexes** | 5.1 Les annexes énumérées dans la liste des annexes jointe seront réputées faire partie intégrante du présent Marché.5.2 Toute référence dans le Marché à une annexe concernera l’une des annexes jointes, et le Marché devra être compris conformément à cette disposition. |

EN VERTU DE QUOI Le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur ont autorisé leurs représentants à signer les dispositions des présentes.

Signé pour le compte et au nom du Maître de l’Ouvrage par

*[Signature]*

*[Titre]*

En présence de

Signé pour le compte et au nom de l’Entrepreneur par

*[Signature]*

*[Titre]*

En présence de

Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres N°: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque d’émission*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître de l’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de bonne exécution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de l’Entrepreneur*] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des Installations*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Maître de l’Ouvrage, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toute somme d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*]. Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que l’Entrepreneur ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie sera réduite de moitié à la réception par nous de l’un des documents ci-après :

* + 1. La copie du Certificat de Réception opérationnelle ; ou

(b) Un courrier en Recommandé de l’Entrepreneur (i) adressant copie de la notification demandant l’établissement du Certificat de Réception opérationnelle, (ii) déclarant que le Chef de Projet s’est abstenu d’établir le Certificat de Réception opérationnelle ou d’informer l’Entrepreneur par écrit des motifs justifiables pour lesquels le Chef de Projet n’a pas établi le Certificat de Réception opérationnelle, de telle sorte que la Réception opérationnelle est réputée acquise.

La présente garantie expire au plus tard

* + 1. Douze mois après réception par nous des documents mentionnés en (a) ou (b) ci avant ; ou
		2. le [*insérer quantième*] jour du mois de [*insérer le mois*] de l’année [*insérer l’année*]

 Par conséquent, toute demande de paiement au titre de la présente doit être reçue par nous à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[signature]**

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Modèle de garantie de bonne exécution (Garantie bancaire conditionnelle)

 Date :

 Crédit No :

 Marché No :

*[nom du Marché]*

A : *[nom et adresse du Maître de l’Ouvrage ]*

Mesdames/Messieurs,

Nous faisons référence au Marché (le Marché) conclu le *[date*] entre vous-mêmes et *[nom de l’Entrepreneur]* (l’Entrepreneur) pour ………………………de *[bref descriptif des Installations]*.

Par la présente, nous, soussignés, *[nom de la banque]*, banque (ou société) de droit *[pays de la banque]*, sise à *[adresse de la banque]*, vous garantissons de façon irrévocable, et solidairement avec l’Entrepreneur, le paiement d’une somme maximale de *[montant]*, équivalant à *[nombre]* pour cent (*nombre* %) *[le montant ne devrait pas dépasser dix pour cent (10 %) dans aucun cas de figure]* du montant du Marché jusqu’à la date du certificat de réception opérationnelle, puis d’une somme maximale de *[montant]*, équivalant à *[nombre]* pour cent (*nombre*%) *[le montant ne devrait dépasser cinq pour cent (5 %) dans aucun cas de figure]* du montant du Marché jusqu’à la première des dates suivantes : douze (12) mois après la date de réception opérationnelle.

Notre responsabilité au titre de la présente garantie de bonne exécution sera de vous régler la moins élevée des deux sommes suivantes : somme réclamée dans votre demande, ou montant garanti et réclamé en vertu des présentes avant l’expiration de cette garantie de bonne exécution, sans possibilité de vérifier si ce règlement est légitimement exigé.

La présente garantie de bonne exécution sera valide à partir de sa date d’émission jusqu’à la première des dates suivantes : douze (12) mois après la date de réception opérationnelle si les Installations sont réceptionnées

Exception faite des documents indiqués aux présentes, et nonobstant la législation ou réglementation en vigueur, aucun autre document et aucune autre action ne seront nécessaires.

Si la période garantie est prorogée pour une partie quelconque des Installations conformément au Marché, vous devez nous le notifier et la validité de la présente garantie de bonne exécution sera prorogée suivant un pourcentage du Montant du Marché correspondant de cette partie des Installations, jusqu’à l’expiration de ladite période de garantie prorogée.

Notre responsabilité au titre de la présente garantie de bonne exécution sera nulle et non avenue dès son expiration, que cette garantie de bonne exécution nous soit renvoyée ou non, et aucune réclamation ne sera acceptée après survenance de l’un des événements suivants : après son expiration ou après que le montant cumulé des versements que nous aurions faits égale les sommes garanties par les présentes.

Toutes les notifications exigées en vertu des présentes seront effectuées par envoi recommandé (voie aérienne) à l’adresse du destinataire indiquée ci-dessus ou à toute autre adresse décidée par les parties.

Nous vous reconnaissons par les présentes la possibilité de procéder d’un commun accord entre vous-mêmes et l’Entrepreneur à un amendement, un renouvellement, une extension, une modification, une transaction, un renoncement de toute partie du Marché.

Nous vous reconnaissons également la possibilité d’échanger ou d’abandonner cette garantie sans que cela n’entame ni n’affecte notre responsabilité en vertu des présentes, sans que vous ayez l’obligation de nous en avertir ni d’obtenir de notre part un aval, un consentement ou une garantie, à condition toutefois que la somme garantie ne soit ni augmentée ni diminuée.

Aucune action, circonstance ou condition susceptible, en vertu de quelque loi que ce soit, de nous décharger de notre responsabilité au titre des présentes ne pourra avoir d’effet en ce sens, et nous renonçons à tout droit éventuel que nous pourrions avoir au regard de cette loi, de sorte qu’en toutes circonstances, notre responsabilité au titre des présentes est irrévocable et, sauf disposition contraire des présentes, inconditionnelle à tous égards.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l’expression de nos sentiments distingués.

*[nom de la banque]*

*[signature autorisée]*

Modèle de garantie de restitution d’avance (garantie bancaire)

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque d’émission*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître de l’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de l’*Entrepreneur] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du marché et description des Installations*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance du montant de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres et la monnaie*] est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Maître de l’Ouvrage, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toute somme d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres et la monnaie*] Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que l’Entrepreneur ne se conforme pas aux conditions du Marché parce qu’il a utilisé l’avance à d’autres fins que l’exécution de ses obligations au titre du Marché ou pour financer les coûts de mobilisation pour la réalisation des Installations.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est conditionnelle à la réception par l’Entrepreneur de l’avance mentionnée plus haut dans son compte portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de la banque*].

Le montant maximum de la présente garantie sera progressivement réduit des montants de l’avance remboursés par l’Entrepreneur comme indiqué dans la copie des décomptes ou certificats de paiement qui nous sera présentée. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : sur réception d’un document reçu de vous indiquant que l’Entrepreneur a remboursé l’avance de démarrage en totalité ou le \_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD),

**Signature**

1. Le formulaire MAT est le formulaire qui donne des informations sur le matériel à utiliser. [↑](#footnote-ref-1)
2. ***.*** [↑](#footnote-ref-2)